



GLOBAL NETWORK FOR
Social Justice &
Digital Resilience

SCANNING THE

HOPE ZONE

L'Avenir des Droits
Numériques
et de la Résilience
dans la Majorité Mondiale



digitalresilience.network

EN SCRUTANT L'HORIZON

L'Avenir des Droits Numériques
et de la Résilience dans la Majorité Mondiale

Ce rapport, rédigé par Juan **Ortiz Freuler**, a été commandé par le Réseau Mondial pour la Justice Sociale et la Résilience Numérique (DRN), dans le but d'explorer les tendances futures et les enjeux pertinents auxquels sont confrontés les écosystèmes des droits numériques et de la résilience numérique dans le Sud global. Il ne reflète pas nécessairement les opinions et positions des membres du DRN.

Auteur: Juan Ortiz Freuler
Éditeurs: Paulina Gutiérrez, Lidija Sabados, Claudio Ruiz
Relectrice: Adriana Sánchez
Design graphique: Comunas Unidas

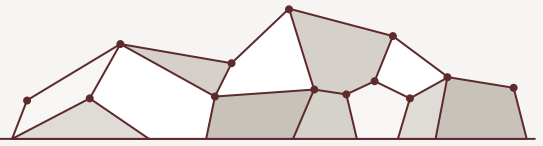
Date de publication initiale: mars 2024
Mise à jour: février 2025

Agence de traduction: Tranzlati Global (basé à Lagos, Nigéria)
Site web: www.tranzlati.com



Cette œuvre est disponible sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International.
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>

TABLE DES MATIÈRES



4 I. AVANT-PROPOS

5 II. INTRODUCTION

6 III. TENDANCES EN GOUVERNANCE MONDIALE, GÉOPOLITIQUE ET NOUVELLES RÉALITÉS POLITIQUES LOCALES

Synthèse

Contexte

Tendances

Blocs commerciaux émergents et leur impact sur la gouvernance mondiale

La dette publique limite le pouvoir de négociation

Politique locale dans un contexte de rareté: fragilité croissante et abus

Scénarios futurs

17 IV. TENDANCES TECHNOLOGIQUES

Synthèse

Contexte

Tendances

Consolidation à chaque couche de la pile internet

Antitrust et re-décentralisation

Localisation des données

Scénarios futurs

27 V. TENDANCES QUI INFLUENCENT L'ACTIVISME

Synthèse

Contexte

Tendances

Convergence avec les organisations de la société civile en matière de droits humains

Changements dans les priorités des bailleurs et accès au financement de plus en plus difficile

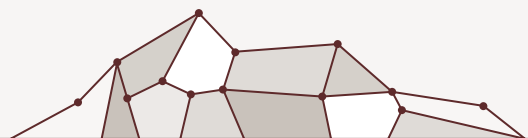
Nouveaux défis et opportunités pour l'activisme dépendant de la technologie

Scénarios futurs

37 VI. CONCLUSION

I.

AVANT-PROPOS



Fondé en 2021, le Réseau Mondial pour la Justice Sociale et la Résilience Numérique est composé de dix partenaires établis qui collaborent au sein de la majorité mondiale afin de renforcer la résilience numérique de l'écosystème de la justice sociale. L'un des objectifs principaux du réseau est de produire, partager et développer des connaissances critiques favorisant des approches collectives de renforcement des capacités technologiques de chacun de ses membres et, par conséquent, de la résilience numérique et de l'écosystème de la justice sociale dans son ensemble.

Cette synthèse s'appuie sur les informations et les idées recueillies à travers des entretiens menés avec des membres du réseau et de son conseil consultatif, entre novembre 2023 et mars 2024. L'objectif était d'aider le groupe à identifier les opportunités et les défis que rencontrera le domaine plus large des droits numériques au cours de la prochaine décennie, ainsi que la manière dont ces variables influenceront les écosystèmes des droits numériques et de la résilience numérique dans leur globalité. Les conclusions partagées ici serviront également à élaborer l'agenda prospectif du réseau.

Ce rapport ne prétend pas offrir une vision définitive et exhaustive des défis et opportunités à venir dans ce domaine. Il a plutôt été conçu comme une base pour nourrir une discussion continue et un développement progressif. Initialement pensé comme un exercice interne, les membres du réseau ont finalement choisi de partager ces résultats avec un public plus large d'acteurs concernés, dans une démarche d'échange ouvert, afin d'encourager la réflexion et le développement autour des pistes identifiées.

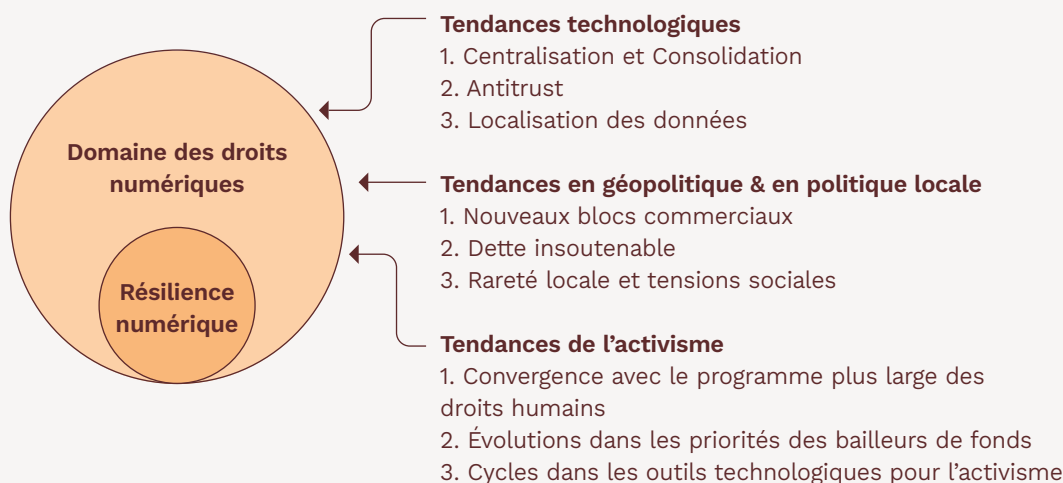
II. INTRODUCTION



L'avenir n'est pas seulement imprévisible, il est aussi malléable. Au cours des dernières décennies, les organisations de la société civile ont réussi à influencer le débat public, la réglementation et le fonctionnement des technologies numériques. Une variété de tendances affectant ce secteur au cours des dix prochaines années devront être prises en compte par ces organisations, allant de l'effondrement des écosystèmes et des migrations massives, à un changement de régime de gouvernance mondiale dans un monde de plus en plus numérisé.

Ce document vise à stimuler et éclairer les discussions sur le contexte dans lequel les actions pour les droits numériques et la résilience numérique auront lieu dans le futur. Dans le cadre de ce rapport, les droits numériques renvoient à la protection et à la promotion des droits humains dans un contexte où les technologies numériques transforment la vie humaine. D'un point de vue technique, la résilience numérique désigne la capacité des technologies numériques à continuer de fonctionner en tant qu'outils sûrs et utiles pour les militant-e-s de la justice sociale qui s'en servent pour faire avancer leurs actions¹. Cette note a pour objectif d'alimenter les discussions à l'intersection de ces deux thématiques. Elle cherche en particulier à contribuer à ces efforts à partir d'une perspective et de valeurs propres au Sud global, en mettant en lumière certains des environnements spécifiques auxquels les organisations de ces régions pourraient être confrontées dans les années à venir. L'espoir est qu'en ayant ce type de conversations, ces organisations soient mieux préparées à anticiper les risques ou tirer parti des opportunités offertes par l'écosystème numérique et les acteurs de la société civile qui en font partie.

Le rapport s'appuie sur des entretiens avec une vingtaine de praticien-ne-s des droits humains et des droits numériques, ainsi que sur une recherche documentaire et une analyse de données, pour offrir une analyse prospective dans trois domaines clés: la gouvernance et la géopolitique, la technologie et l'activisme.

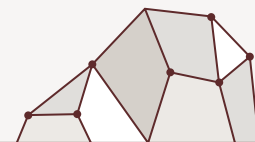


Pour chacun des piliers décrits ci-dessus, ce rapport aborde les éléments suivants:

- les forces clés qui façonnent le contexte,
- les tendances actuelles susceptibles d'influencer le secteur dans les années à venir, et
- les scénarios pouvant émerger de ce processus et offrir un terrain d'entente vers une vision partagée de l'avenir.

1. Pour une discussion plus approfondie sur la définition de la résilience numérique adoptée par le Réseau, voir, <https://digitalresilience.network/how-do-we-define-digital-resilience/>

III. TENDANCES EN GOUVERNANCE MONDIALE, GÉOPOLITIQUE ET NOUVELLES RÉALITÉS POLITIQUES LOCALES



A. SYNTHÈSIS

- **La concurrence sino-américaine influence l'accès à la technologie:** La rivalité entre les États-Unis et la Chine pourrait affecter les conditions dans lesquelles le Sud global parvient à accéder aux technologies ou aux transferts de technologie. Ce processus influencera la manière dont la technologie favorisera ou freinera les droits humains et les intérêts des peuples du Sud global, ainsi que l'espace informationnel dans lequel ces enjeux sont débattus.
- **La coordination entre les périphéries devient urgente:** Les niveaux élevés d'endettement public pourraient limiter le pouvoir de négociation des pays dans leur quête de meilleures conditions pour leurs populations, et dans leur participation au système d'information mondial et à l'économie mondiale. Une coordination renforcée entre les périphéries devient cruciale pour augmenter le pouvoir de négociation de chaque acteur.
- **Un espace civique en régression, alimenté par les pressions économiques et sociales:** Des environnements économiques de plus en plus difficiles risquent de continuer à saper la confiance envers les gouvernements, entraînant davantage de conflits et une réduction accrue de l'espace civique. Les organisations de la société civile pourraient faire face à de nouveaux défis dans leurs activités quotidiennes. Cela exige de repenser les stratégies d'engagement public, les mécanismes de financement et les autres aspects fondamentaux de la résilience organisationnelle.

B. CONTEXTE

- **Le fossé croissant entre le pouvoir et les mécanismes de contrôle:** Internet permet une communication quasi instantanée à l'échelle planétaire. De la poésie à la guerre, de l'enseignement au commerce, nos échanges convergent désormais autour du protocole Internet. Ainsi, Internet devient une technologie capable de transformer la gouvernance mondiale. Toutefois, alors que le commerce et la fourniture de services se sont mondialisés, nos systèmes politiques ne se sont pas adaptés en conséquence. Les droits humains et les libertés fondamentales en ligne restent souvent relégués au second ou troisième plan, alors que le réseau axé sur le commerce continue de croître. Nos mécanismes de gouvernance mondiale² n'ont pas évolué à la même échelle ni à la même vitesse que cette économie globalisée. Ce déséquilibre grandissant entre les centres de pouvoir et les institutions censées les encadrer contribue largement aux tensions que nous observons actuellement.
- **La pression croissante sur les systèmes de gouvernance:** À l'intérieur des pays, cet écart alimente les tensions et affaiblit la crédibilité des représentants publics, perçus comme incapables d'apporter des réponses concrètes aux crises locales. La confiance dans les gouvernements ne cesse de diminuer depuis plusieurs années, même dans les pays démocratiques³. À l'échelle internationale, cette situation met en évidence les limites

2. Les systèmes de gouvernance mondiale désignent les mécanismes par lesquels la volonté des peuples peut être traduite en politiques à l'échelle mondiale. L'exemple le plus connu est celui des Nations Unies, mais d'autres organisations régionales comme l'Union africaine ou l'Organisation des États américains — ainsi que des institutions spécialisées, telles que le Fonds monétaire international ou l'Organisation mondiale du commerce, jouent également un rôle dans ces processus, pour le meilleur, ou pour le pire.
3. Edelman, "2022 Edelman Trust Barometer," Edelman, 2022, <https://www.edelman.com/trust/2022-trust-barometer>; Manuel Castells, *Rupture: The Crisis of Liberal Democracy* (Cambridge, UK; Medford, MA: Polity Press, 2018).

de l'architecture actuelle de la gouvernance mondiale⁴. Comme l'a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies « La Charte des Nations Unies et les idéaux qu'elle représente sont en danger... nous sommes paralysés par un dysfonctionnement mondial colossal. »⁵. Ce dysfonctionnement se manifeste non seulement dans l'incapacité à tenir les grandes puissances responsables de leurs actes, mais aussi dans l'impossibilité de réguler l'influence croissante des grandes entreprises technologiques multinationales privées⁶. Par conséquent, des défis comme le changement climatique, les migrations forcées ou encore la gestion de nos systèmes mondiaux d'information deviennent de plus en plus difficiles à relever.

- **Des bouleversements tectoniques dans la géopolitique:** La tension entre les États-Unis et la Chine les deux plus grandes économies mondiales et leaders en matière d'innovation technologique constitue l'un des principaux changements que nous observons dans la gouvernance mondiale. Internet a fait son entrée sur la scène mondiale dans le contexte unipolaire des années 1990, avec un taux d'adoption fulgurant qui se poursuit encore aujourd'hui. Il est donc difficile, pour beaucoup d'entre nous, de dissocier les attentes que nous avons vis-à-vis de cette technologie de l'idéologie libérale et du récit de la « fin de l'histoire » dans lequel elle a émergé. Alors qu'en 1994, le vice-président américain Al Gore la décrivait comme une « autoroute de l'information que tous les peuples emprunteront »⁷, en 2020, l'ancien Secrétaire d'État Mike Pompeo appelait les pays à rejoindre un Clean Network (réseau propre), destiné à exclure les adversaires des États-Unis⁸. La combinaison d'une dépendance croissante aux technologies de l'information, du retrait progressif des États-Unis du libre-échange (néo)libéral⁹, et de la transition vers un monde bipolaire ou multipolaire, façonnera inévitablement notre manière d'accéder aux technologies, de partager les données, et de participer aux espaces de gouvernance mondiale et à l'économie. À ce titre, trois tendances méritent une attention particulière de la part des acteurs engagés dans la défense des droits numériques et de la résilience.

-
4. Stewart Patrick, "Rules of Order: Assessing the State of Global Governance" (Carnegie Endowment for Peace, 12 septembre 2023), <https://carnegieendowment.org/2023/09/12/rules-of-order-assessing-state-of-global-governance-pub-90517>.
 5. António Guterres, "Secretary-General's Address to the General Assembly" (United Nations, 20 septembre, 2022), <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2022-09-20/secretary-generals-address-the-general-assembly>.
 6. Dans certains cas, ces instances vont même jusqu'à renforcer le rôle du secteur privé dans les débats mondiaux et les négociations internationales, ce qui réduit d'autant plus l'influence des États et de la société civile.
 7. Al Gore, "VP Remarks at the International Telecommunications Union," 1994, https://web.archive.org/web/20010528184855/https://clinton1.nara.gov/White_House/EOP/OVP/html/telunion.html.
 8. US Department of State, "The Clean Network," United States Department of State (blog), août 2020, <https://2017-2021.state.gov/the-clean-network/>.
 9. Il s'agit ici d'un contexte marqué par un affaiblissement du discours en faveur de la libre circulation en général: libre circulation des marchandises, libre circulation de l'argent, libre circulation des personnes, libre circulation de l'information.. Pour mieux comprendre ce changement, voir Matthew Duss et Ganesh Sitaraman, "The Era of Neoliberal U.S. Foreign Policy Is Over," Foreign Policy (blog) « The Era of Neoliberal U.S. Foreign Policy Is Over », Foreign Policy (blog), 27 décembre 2023, <https://foreignpolicy.com/2023/05/18/neoliberal-foreign-policy-biden-sullivan/>; Gary Gerstle, *The Rise and Fall of the Neoliberal Order; America and the World in the Free Market Era*, 1st ed. (Oxford University Press, 2022), <https://doi.org/10.1093/oso/9780197519646.001.0001>.

C. TENDANCES 1. BLOCS COMMERCIAUX ÉMERGENTS ET LEUR IMPACT SUR LA GOUVERNANCE MONDIALE

Alors que de nombreux pays du Sud exportent l'essentiel des matières premières clés, ils importent en grande partie les technologies nécessaires pour évoluer dans l'environnement numérique. Comme le montre la figure 1 ci-dessous, bon nombre des relations coloniales et néocoloniales entre le Nord et le Sud restent d'actualité. Peu de pays ont un voisin comme principal partenaire commercial, tandis que l'Europe demeure le partenaire privilégié de la majorité des pays africains, et que les États-Unis continuent d'exercer une forte influence en Amérique centrale et dans le nord de l'Amérique du Sud¹⁰.

- **L'émergence des BRICS:** Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) prennent une place de plus en plus importante. Tandis que les partenaires plus modestes comme le Brésil et l'Afrique du Sud mettent en avant leur influence régionale, la Chine est devenue un partenaire commercial clé pour de nombreux pays du Sud global, représentant aujourd'hui la principale source d'importation pour la majorité des pays d'Amérique du Sud et d'Asie. De plus, l'élargissement des BRICS pour inclure des pays exportateurs d'énergie tels que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran (ainsi que l'Égypte et l'Éthiopie) pourrait renforcer l'influence des membres des BRICS dans la région MENA¹¹, accroître leur capacité à redéfinir les règles du commerce international de manière plus générale¹², et réduire la domination du dollar américain dans ces échanges¹³. Cette évolution pourrait bouleverser les dynamiques commerciales mondiales, avec des répercussions sur les systèmes juridiques et politiques des pays membres ou alliés des BRICS y compris sur le choix des fournisseurs de technologies, créant ainsi de nouveaux défis et opportunités pour la promotion des droits humains.

10. Pour voir comment les principaux partenaires commerciaux ont évolué au cours des dernières décennies, voir: <https://twitter.com/sundellviz/status/1488596964208001026>.

11. Alkesh Sharma, "Saudi Arabia and China Sign Deals Worth \$25bn to Boost Economic Ties," The National, 12 décembre 2023, <https://www.thenationalnews.com/business/economy/2023/12/12/saudi-arabia-and-china-sign-deals-worth-25bn-to-boost-economic-ties/>.

12. Sumayya Ismail, "A Wall of BRICS': The Significance of Adding Six New Members to the Bloc," Al Jazeera, 24 août 2023, <https://www.aljazeera.com/news/2023/8/24/analysis-wall-of-brics-the-significance-of-adding-six-new-members>; Julian Borger, "Brics to More than Double with Admission of Six New Countries," The Guardian, 24 août 2023, sec. Business, <https://www.theguardian.com/business/2023/aug/24/five-brics-nations-announce-admission-of-six-new-countries-to-bloc>.

13. Rachel Savage and Rachel Savage, "What is a BRICS Currency and Is the U.S. Dollar in Trouble?" Reuters, 24 août 2023, sec. Currencies, <https://www.reuters.com/markets/currencies/what-is-brics-currency-could-one-be-adopted-2023-08-23/>; Robert Greene, "The Difficult Realities of the BRICS' Dedollarization Efforts and the Renminbi's Role," Carnegie Endowment for International Peace (blog), 5 D é c e m b r e , 2 0 2 3 , <https://carnegieendowment.org/2023/12/05/difficult-realities-of-brics-dedollarization-efforts-and-renminbi-s-role-pub-91173>.

Fig. 1. Première source d'importations et d'exportations pour différents pays à travers le monde (2022)¹⁴

Imports en provenance de

Exportations vers

Marché principal
d'exportation/importation

- Brésil
- Russie
- Inde
- Chine
- Afrique du Sud
- Union européenne
- États-Unis

14. Source: Créé par l'auteur à partir des données de l'Organisation mondiale du commerce. Version interactive disponible [ici](#). Remarque: En février 2024, il a été annoncé que le Mexique est désormais la principale source d'importations des États-Unis. <https://www.npr.org/2024/02/08/1229965009/mexico-has-overtaken-china-as-the-leading-source-of-goods-imported-to-the-u-s>

- **La rupture entre les États-Unis et la Chine et ses répercussions sur la résilience numérique:** Bien que les États-Unis et la Chine aient construit au fil des dernières décennies un réseau de production industrielle étroitement interconnecté¹⁵, les responsables politiques américains exercent de plus en plus de pressions sur les entreprises et les autres pays pour qu'ils se désengagent de la Chine. Dans le domaine des technologies numériques, cela s'est traduit par l'initiative Clean Network promue par l'ancien Secrétaire d'État Mike Pompeo sous l'administration Trump¹⁶, initiative qui a été consolidée comme politique d'État sous l'administration Biden à travers le Chips Act¹⁷ et les politiques de friendshoring défendues par la Secrétaire au Trésor Janet Yellen¹⁸, dans la continuité d'une série de sanctions prises contre des entreprises chinoises clés, telles que Huawei¹⁹. Ainsi, les États-Unis ont exercé une pression directe sur plusieurs gouvernements pour qu'ils rejettent Huawei, notamment en Europe, en Amérique latine²⁰, en Afrique et ailleurs²¹, tout en investissant dans la mise en place d'infrastructures alternatives pour la 5G²² afin de combler leur retard.

Cette tendance peut entraîner des limitations dans l'accès à des fournisseurs technologiques alternatifs (et ouvrir la voie à l'implantation de modèles économiques plus extractifs), mais elle pourrait également favoriser un transfert accru de technologies depuis les centres de pouvoir, dans le cadre de leur concurrence pour renforcer leur influence dans le Sud. Renforcer le pouvoir de négociation des économies petites et moyennes, en coordonnant de manière stratégique leurs positions dans les négociations, deviendra essentiel pour faire progresser les agendas locaux et régionaux.

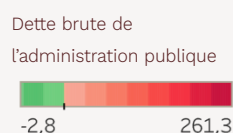
-
15. Richard Baldwin, Rebecca Freeman, and Angelos Theodorakopoulos, "Hidden Exposure: Measuring U.S. Supply Chain Reliance" (Brookings Institute, septembre 2023), https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2023/09/2_Baldwin-et-al_unembargoed.pdf; Anshu Siripurapu and Noah Berman, "The Contentious U.S.-China Trade Relationship," Council on Foreign Relations (blog), 26 septembre 2023, <https://www.cfr.org/backgrounder/contentious-us-china-trade-relationship>
 16. Département d'État des États-Unis, "The Clean Network."
 17. White House, "FACT SHEET: CHIPS and Science Act," The White House (blog), 9 août 2022, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/08/09/fact-sheet-chips-and-science-act-will-lower-costs-create-jobs-strengthen-supply-chains-and-counter-china/>.
 18. Janet Yellen, "Remarks by Secretary of the Treasury Janet L. Yellen at Microsoft in New Delhi, India" (US Department of the Treasury, 11 novembre 2022), <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1096>.
 19. Ana Swanson, "U.S. Delivers Another Blow to Huawei With New Tech Restrictions," The New York Times, 15 mai 2020, sec. Business, <https://www.nytimes.com/2020/05/15/business/economy/commerce-department-huawei.html>.
 20. Andres Schipani, Jude Webber, and Benedict Mander, "Latin America Resists US Pressure to Exclude Huawei," FT.Com, 2019, <https://search.proquest.com/docview/2237413242?pq-origsite=primo>.
 21. Mathieu Pollet and John Hendel, "The West Is on a World Tour against Huawei," POLITICO, 28 novembre 2023, <https://www.politico.eu/article/west-world-tour-huawei-china-telecom/>.
 22. Ina Fried, "U.S. to Spend \$1.5 Billion to Jumpstart Alternatives to Huawei," Axios, 7 décembre 2022, <https://www.axios.com/2022/12/07/huawei-alternatives-5g-cellular-equipment-oran>.

2. LA DETTE PUBLIQUE LIMITE LE POUVOIR DE NÉGOCIATION

Un élément clé qui détermine le pouvoir de négociation d'un acteur est sa capacité à attendre que les conditions idéales se présentent. Lorsqu'un pays a accès à l'endettement, il n'a pas besoin de compter uniquement sur le commerce pour obtenir les devises fortes nécessaires à l'importation de technologies et d'autres produits non disponibles localement. Cependant, l'un des défis majeurs auxquels font face de nombreux pays à ce sujet est le niveau élevé de leur dette publique.

- **Les niveaux d'endettement sont de plus en plus élevés par rapport au PIB:** Une manière d'évaluer la soutenabilité de la dette consiste à la comparer au Produit Intérieur Brut (PIB) d'un pays, qui mesure la valeur marchande de tous les biens et services produits dans ce pays sur une période donnée, généralement une année²³. La dette publique mondiale a triplé depuis les années 1970, et à la fin de 2022, elle avait atteint 92 % du PIB mondial²⁴.

Fig. 2. Dette en pourcentage du PIB (2023 ou dernière estimation disponible)²⁵



23. Il existe des facteurs intermédiaires importants qui influencent la capacité d'un pays à contracter de nouvelles dettes. Cette capacité dépend essentiellement de la confiance que les autres, acteurs ont dans sa capacité à rembourser la dette, ou encore du rôle stratégique que la viabilité de son programme économique peut représenter pour des pays tiers. Une analyse plus approfondie de la soutenabilité de la dette consisterait à examiner l'évolution dans le temps de plusieurs indicateurs: le ratio dette/PIB, les recettes et dépenses publiques, ainsi que la balance commerciale. Des analyses plus détaillées sont disponibles dans la section des références, notamment dans: FMI, « Global Debt Monitor », 2022, <https://www.imf.org/-/media/Files/Conferences/2022/12/2022-12-12-global-debt-monitor.ashx>; Neil R. Mehrotra and Dmitriy Sergeyev, "Debt Sustainability in a Low Interest Rate World," *Journal of Monetary Economics*, The Real Interest Rate and the Marginal Product of Capital in the XXIst Century, 15–16 octobre 2020, 124 (1er novembre 2021): S1–S18, <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2021.09.001>; Nouriel Roubini, "Debt Sustainability: How to Assess Whether a Country Is Insolvent" (NYU Stern School of Business, 2001).

24. IMF, "Global Debt Is Returning to Its Rising Trend," IMF, 13 septembre 2023, <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/09/13/global-debt-is-returning-to-its-rising-trend>.

25. Source: Créé par l'auteur à partir des données du CIA Factbook. Les données correspondent aux dernières estimations disponibles, généralement de 2023. [Version interactive disponible en cliquant sur la carte.](#)

Comme le montre la figure 2 (ci-dessus), la majorité des pays ont dépassé le seuil des 50 % (en rouge), tandis que des pays comme l'Inde, le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, le Zimbabwe, l'Égypte et bien d'autres ont une dette publique qui dépasse 80 % de leur PIB. Comme nous le verrons dans la prochaine sous-section, au-delà de la limitation de leur pouvoir de négociation sur les marchés mondiaux et donc de leur capacité à accéder équitablement aux technologies, des niveaux élevés de dette publique peuvent aussi accentuer les tensions socio-économiques à l'intérieur des pays.

3. POLITIQUE LOCALE DANS UN CONTEXTE DE RARETÉ: FRAGILITÉ CROISSANTE ET ABUS

Alors que les banques centrales procèdent à des hausses historiques des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation, les pays de la périphérie voient les investissements étrangers diminuer, tandis que les devises fortes quittent leurs économies pour se diriger vers les bons du Trésor américains et d'autres actifs perçus comme des placements plus sûrs, du fait de la hausse relative de leurs rendements²⁶.

En raison de cette double contrainte — l'absence d'accès aux prêts et le recul des investissements étrangers —, les pays fortement endettés se tournent vers des politiques d'austérité brutales, qui incluent des coupes dans les dépenses publiques. Ces mesures laissent souvent une grande partie de la population sans accès à des biens et services de base, tels que l'alimentation, l'éducation, la santé, les pensions, les médicaments, et bien plus encore²⁷. Une étude réalisée en 2022 estimait que, dans un délai de 12 mois, 85 % de la population mondiale vivant dans 143 pays serait soumise à des mesures d'austérité²⁸.

En conséquence des politiques d'austérité, les inégalités s'accroissent et une grande partie de la population se sent exclue d'une participation pleine et équitable à la vie publique, ce qui alimente la méfiance envers les gouvernements²⁹, les mouvements de protestation³⁰, et dans certains cas, la répression. Dans un contexte fragmenté, les dirigeants politiques cherchent à réaffirmer leur pouvoir en limitant la capacité des voix critiques à s'exprimer. Comme le montre la carte ci-dessous (Figure 3), la fragilité institutionnelle dans une grande partie de la majorité mondiale est déjà très élevée, ce qui signifie que la capacité des gouvernements à faire face aux défis exposés dans cette note est d'ores et déjà fortement limitée.

26. Anna Cooban, "Why You Should Care about the Global Rout in Government Bonds | CNN Business," CNN, 4 octobre 2023, <https://www.cnn.com/2023/10/04/business/global-bond-market-sell-off-explainer/index.html>; Tobias Adrian, "Higher-for-Longer Interest Rate Environment Is Squeezing More Borrowers," IMF (blog), 10 octobre 2023, <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2023/10/10/higher-for-longer-interest-rate-environment-is-squeezing-more-borrowers>.

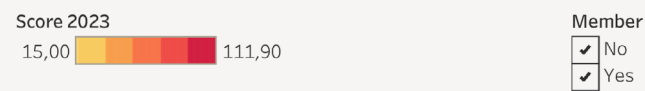
27. Oxfam, "The 2022 Commitment to Reducing Inequality (CRI) Index," Oxfam International, 19 octobre 2022, <https://www.oxfam.org/en/research/2022-commitment-reducing-inequality-cri-index>.

28. Matti Kohonen and Isabel Ortiz, "Austerity: A Raging Storm for the Developing World That Can Be Avoided," Inter Press Service, 24 octobre 2022, sec. Economy & Trade, <https://www.ipsnews.net/2022/10/austerity-raging-storm-developing-world-can-avoided/>.

29. Edelman, "2022 Edelman Trust Barometer".

30. Abubakr Al-Shamahi, "How Economic Hardship Fuelled the Arab Spring 10 Years Ago," Al Jazeera, 2022, <https://www.aljazeera.com/news/2020/12/17/bread-and-gas-economic-boost-needed-after-arab-spring>.

Fig. 3. Indice des États fragiles³¹



31. Source: Élaboré par l'auteur à partir des données de l'Indice des États Fragiles, financé par le groupe de réflexion basé aux États-Unis, Fund for Peace. [Version interactive disponible en cliquant sur la carte.](#)

Comme le souligne le Fund for Peace, les pays à revenu intermédiaire présentent des tendances similaires à celles observées après la crise financière de 2008: les prix des denrées alimentaires ont augmenté au cours des quatre dernières années, plus d'un quart de milliard de personnes dans 58 pays ont été confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en 2022, et plus de 90 pays ont connu des émeutes liées au carburant³². Au-delà de la pression croissante exercée sur les organisations à but non lucratif tant sur le plan administratif, humain que professionnel ces tensions pourraient entraîner une augmentation des abus gouvernementaux dans l'usage des technologies numériques pour porter atteinte aux droits humains fondamentaux, notamment la liberté d'expression et de réunion.

Par exemple:

- **Multiplication des coupures d'Internet:** en 2022, un nombre record de 35 pays ont procédé à des coupures d'Internet, portant le total à 187 interruptions au cours de l'année³³.
- **Surveillance généralisée:** on assiste également à la mise en place de techniques de surveillance qui exploitent la présence omniprésente des téléphones portables pour s'introduire jusque dans les espaces les plus intimes. En 2021, une fuite de données a révélé que le nombre de téléphones ciblés par les clients d'un seul fournisseur de logiciels espions, NSO Group, atteignait 50 000³⁴. Cette tendance est également abordée dans le module sur l'activisme, qui souligne la fragilité de certains outils devenus essentiels pour s'organiser et militer en faveur du changement.

La combinaison de ces dynamiques indique un éventail de futurs possibles que les organisations de la société civile œuvrant pour les droits numériques et la résilience numérique doivent envisager alors qu'elles projettent leur action dans la prochaine décennie.

32. Fund for Peace, "Fragile States Index 2023," 2023, https://fragilestatesindex.org/wp-content/uploads/2023/06/FSI-2023-Report_final.pdf.

33. Zach Rosson et al., "Internet Shutdowns in 2022: The #KeepItOn Report," Access Now (blog), 28 février 2023, <https://www.accessnow.org/internet-shutdowns-2022/>.

34. Stephanie Kirchgaessner et al., "Revealed: Leak Uncovers Global Abuse of Cyber-Surveillance Weapon," The Guardian, 18 juillet 2021, sec. Actualités mondiales, <https://www.theguardian.com/world/2021/jul/18/revealed-leak-uncovers-global-abuse-of-cyber-surveillance-weapon-nso-group-pegasus>.

D. SCÉNARIOS FUTURS

La tendance principale présentée dans ce module est un changement dans la gouvernance mondiale, qui pourrait entraîner un mouvement vers:

- **Un monde plus multipolaire:** Les États-Unis s'éloignent du libéralisme (montrant moins d'enthousiasme pour la libre circulation des biens, des capitaux, des personnes et des données), tandis que la Chine avec une approche plus étatique de la politique et de l'économie gagne en influence sur la scène internationale, notamment en concluant des accords avec des dirigeants régionaux, comme à travers l'alliance des BRICS, et en renforçant son poids dans des instances telles que les Nations Unies³⁵. En conséquence, on pourrait évoluer vers un monde plus multipolaire, marqué par une plus grande diversité des politiques et une pluralité des écosystèmes informationnels, même si les cyber-conflits continuent d'augmenter.
- **Un monde bipolaire:** En cas d'échec des BRICS³⁶ et d'autres initiatives existantes³⁷ (ou futures) visant à réorganiser la gouvernance mondiale, nous pourrions évoluer vers un monde plus bipolaire, où la Chine et les États-Unis exerceraient un contrôle plus strict sur les informations et les technologies circulant dans leurs sphères respectives d'influence. Dans ce scénario, les régions périphériques pourraient devenir des terrains d'essai pour le déploiement de technologies, d'armes cybernétiques et d'autres tactiques visant à influencer l'agenda politique de certains pays.
- **Un monde unipolaire:** Une autre possibilité serait la poursuite, voire le renforcement, d'un ordre mondial unipolaire. Cela pourrait engendrer moins de conflits, mais aussi une moindre autonomie pour les pays de la périphérie, accompagnée d'une homogénéisation des technologies et des systèmes d'information.
- **Un monde sous-gouverné:** Enfin, il est envisageable que les défis liés à la gouvernance d'un monde de plus en plus interconnecté dépassent les capacités des institutions actuelles, menant à l'effondrement des mécanismes et des forums de gouvernance mondiale. Cela se traduirait par une plus grande disparité des politiques, une moindre capacité à faire respecter les règles à l'échelle mondiale, et une hausse des conflits cybernétiques entre et au sein des régions.

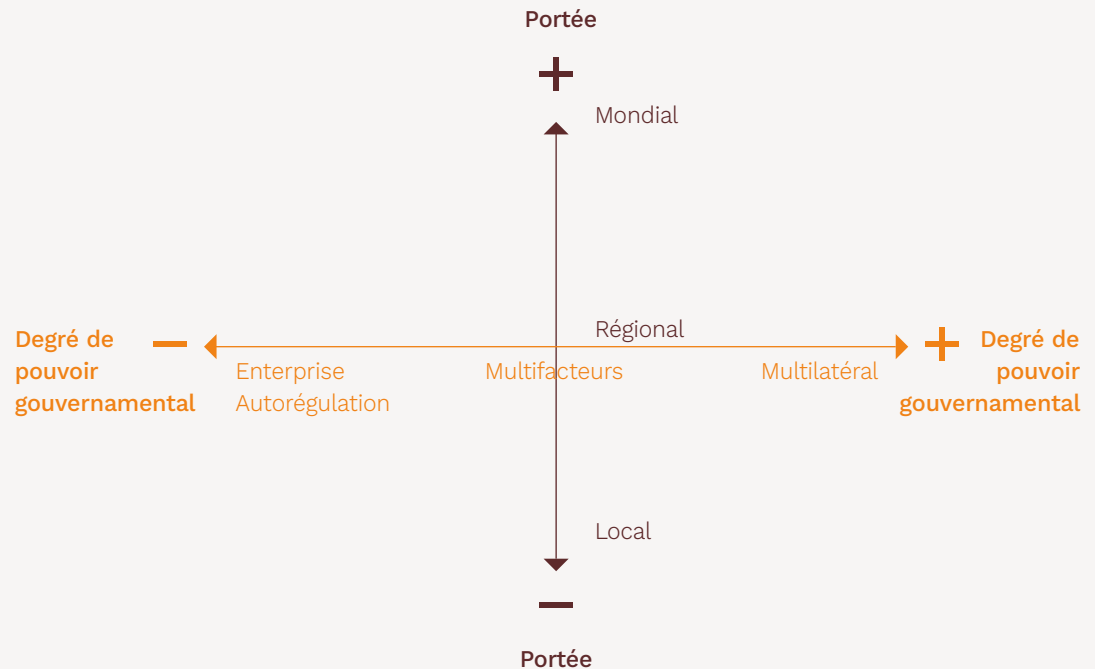
35. Jeffrey Feltman, "China's Expanding Influence at the United Nations — and How the United States Should React" (Brookings Institute, 2020), https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/09/FP_20200914_china_united_nations_feltman.pdf.

36. Niall Duggan et al., "Introduction: 'The BRICS, Global Governance, and Challenges for South-South Cooperation in a Post-Western World,'" *International Political Science Review* 43, n° 4 (1er septembre 2022) 469–80, <https://doi.org/10.1177/01925121211052211>.

37. David Adler, "The West v Russia: Why the Global South Isn't Taking Sides," *The Guardian*, 28 mars 2022, sec. Opinion, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2022/mar/10/russia-ukraine-west-global-south-sanctions-war>; Marco A. Vieira, "Understanding Resilience in International Relations: The Non-Aligned Movement and Ontological Security," *International Studies Review* vol. 18, n° 2 (2016): pp. 290–311, <https://www.jstor.org/stable/24758593>.

La résilience numérique sera particulièrement influencée par l'évolution des processus de régulation mondiale qui structurent aujourd'hui le système d'information global.

Les scénarios potentiels peuvent être esquissés comme suit.



Un exercice utile pour les lecteurs et leurs équipes pourrait consister à discuter de notre position actuelle sur la carte proposée, à imaginer où les tendances actuelles pourraient nous mener d'ici dix ans, et à réfléchir aux implications de cette évolution:

1. *Quel serait l'impact sur les technologies et les sociétés en général ?*
2. *Quelles sortes d'activités le secteur devrait-il entreprendre dès maintenant pour faire avancer le scénario le plus favorable à la protection des droits numériques et des droits humains dans leur ensemble ?*
3. *Comment les stratégies, les déclarations de mission et la résilience globale des organisations seront-elles influencées par de tels changements ?*

IV. TENDANCES TECHNOLOGIQUES



A. SYNTHÈSIS

- **Le Pouvoir Est De Plus En Plus Concentré Entre Les Mains De Quelques Entreprises:** Ce processus de concentration peut limiter davantage la capacité des activistes, des gouvernements et du système de gouvernance internationale à surveiller efficacement les technologies et à garantir qu'elles respectent les droits humains et servent l'intérêt public.
- **Le Contrôle Antitrust Dans Les Pays Centraux Offre Un Espoir De Changement:** Plusieurs enquêtes en cours aux États-Unis, en Chine et ailleurs laissent entrevoir une lueur d'espoir et pourraient transformer radicalement le paysage des acteurs technologiques.
- **Les Politiques De Localisation Des Données Vont Probablement Se Généraliser:** Les gouvernements soucieux de la vie privée, de la souveraineté et du manque de mécanismes pour tenir les entreprises étrangères responsables forcent les multinationales à planter des centres de données et d'autres infrastructures sur leur territoire.

B. CONTEXTE

Une variété de technologies ont attiré une attention publique considérable, notamment l'intelligence artificielle, la réalité virtuelle, la blockchain, l'informatique quantique et la fourniture de services Internet par satellite, entre autres. Plutôt que d'élargir la vaste recherche sur les cycles d'engouement et de désillusion liés aux nouvelles technologies³⁸, cette section se concentre sur la question sous-jacente du pouvoir, qui imprègne l'ensemble des technologies émergentes en définissant qui pourra les façonner et qui en bénéficiera.

Les réseaux sociaux comme exemple d'accaparement du pouvoir par les entreprises:

Pour illustrer comment un fournisseur de technologies peut exercer et accroître son pouvoir sur la sphère de l'information, prenons l'exemple des réseaux sociaux. Ce sont des plateformes que la plupart d'entre nous utilisent quotidiennement depuis plus de dix ans, et qui ont été suffisamment révolutionnaires pour être qualifiées de Web 2.0. Bien que ces entreprises aient (pour la plupart) conservé leurs noms d'origine, les fonctionnalités et caractéristiques de ces plateformes ont radicalement évolué au fil des années, permettant à leurs dirigeants d'exercer un pouvoir de plus en plus important sur nos sphères d'information, au point d'influencer notre capacité à exercer notre droit à la liberté d'expression et à l'accès à la connaissance d'une manière sans précédent dans l'histoire. Des changements qui, pris dans leur ensemble, illustrent un accaparement agressif du pouvoir.

38. Gartner, "4 Exciting New Trends in the Gartner Emerging Technologies Hype Cycle," Gartner (blog), 23 août 2023, <https://www.gartner.com/en/articles/what-s-new-in-the-2023-gartner-hype-cycle-for-emerging-technologies>.

Tableau 1. Le pouvoir croissant exercé par les entreprises de médias sociaux sur notre sphère informationnelle³⁹

ÉTAPE	PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA PLATEFORME	MARGE DE DISCRÉTION DES ADMINISTRATEURS	IMPACT DE LA DISCRÉTION DE LA PLATEFORME	POUVOIR EXERCÉ PAR LES PLATEFORMES
2004 – 2006	Liste de contacts avec profils. La publication de contenu sur le web est facilitée. “Démocratisation” des blogs.	Limité: Ils suppriment le contenu et les profils qui enfreignent les conditions générales.	Faible: Peu d'utilisateurs qui — en moyenne — passent peu de temps en ligne.	Faible
2006 – 2009	Le contenu publié par chaque utilisateur sur son propre profil génère une copie qui devient visible pour le réseau de contacts dans un espace centralisé où le contenu est organisé par ordre chronologique. Le besoin de faire défiler activement le contenu par l'utilisateur est réduit.	Limité: Ils suppriment le contenu et les profils qui enfreignent les conditions générales.	Faible: Moins d'un milliard d'utilisateurs, qui — en moyenne — passent peu de temps en ligne.	Low
2009 – 2017	L'ordre chronologique de publication dans l'espace centralisé est progressivement remplacé par une curation algorithmique fondée sur des critères secrets (Facebook en 2009; Instagram et Twitter en 2016).	Moyen: Le contenu est réorganisé selon des algorithmes secrets. Des enquêtes suggèrent que les utilisateurs n'étaient en grande partie pas conscients de cette curation.	Moyen: Le nombre d'utilisateurs dans le monde atteint 2,46 milliards en 2017. En moyenne, les utilisateurs passent 128 minutes par jour sur les réseaux sociaux.	Moyen
2017 – 2020	Exposition progressive à du contenu qui n'est pas créé ni partagé par les personnes que l'utilisateur a choisi de suivre: il suffit que quelqu'un ait réagi au contenu (un “like” sur Twitter ou Facebook, au lieu d'un partage ou retweet). Le modèle des “Stories” de Snapchat se généralise: les plateformes automatisent le passage de l'utilisateur à la story suivante après un certain nombre de secondes.	Large: Les algorithmes gagnent en marge de manœuvre, opérant sur un univers de contenu beaucoup plus vaste. En parallèle, l'espace soumis à la curation algorithmique au sein de la plateforme s'élargit, et les administrateurs acquièrent un contrôle sur la dimension temporelle.	Élevé: Le nombre d'utilisateurs atteint 2,9 milliards. En moyenne, chaque utilisateur passe 145 minutes par jour sur les réseaux sociaux.	Élevé
2020 – Aujourd'hui	Les utilisateurs sont exposés à du contenu généré par n'importe quel utilisateur de la plateforme. Avec la montée du modèle TikTok, le défilement automatique du contenu prend encore plus de place.	Très large: L'univers de contenu à partir duquel les algorithmes sélectionnent ce qu'ils montrent à chaque utilisateur n'est plus limité au réseau de personnes que l'utilisateur a choisi de suivre.	Très élevé: Le nombre d'utilisateurs atteint 4,7 milliards (2022). En moyenne, chaque utilisateur passe 147 minutes par jour sur les réseaux sociaux.	Très élevé

39. Source: Élaboré par l'auteur à partir de diverses sources.

Cette description du pouvoir croissant exercé par les entreprises de médias sociaux sur notre sphère informationnelle planétaire constitue un exemple particulièrement frappant d'un processus plus large de consolidation du pouvoir dans l'environnement numérique. À son tour, cette concentration du pouvoir dans le secteur privé s'inscrit dans une tendance générale où de nombreuses décisions importantes, autrefois prises par des représentants démocratiquement élus, sont désormais entre les mains d'un petit groupe d'entreprises privées, non élues et peu responsables devant le public.

Un pouvoir entrepreneurial croissant et sans contraintes: L'environnement technologique actuel est de plus en plus opaque, marqué par une complexité technologique élevée, accentuée par des interprétations abusives des protections existantes de la propriété intellectuelle et par un recours excessif aux accords de confidentialité. Ce contexte affaiblit considérablement la capacité de nombreuses institutions et mécanismes en place à remplir leur mission de promotion de l'intérêt public et de protection des droits humains face aux évolutions économiques et technologiques.

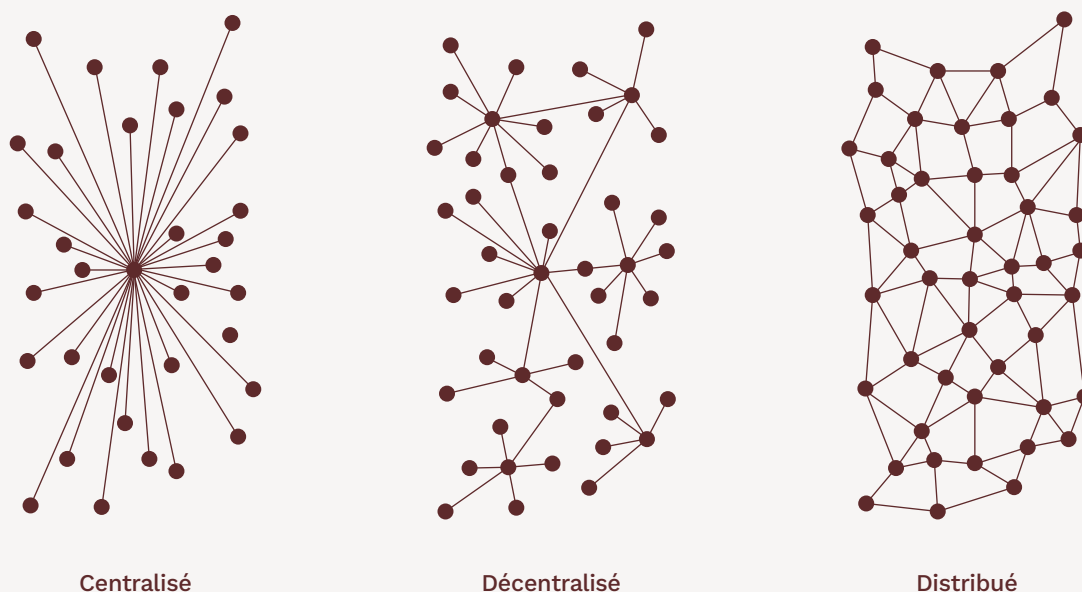
Ce scénario en mutation pourrait amener les organisations de la société civile à repenser leurs modes d'interaction avec les agences gouvernementales et les entreprises. Il appelle notamment à une vigilance accrue quant à l'influence du financement privé sur le débat et l'agenda en matière de droits numériques dans les années à venir.

C. TENDANCES

1. Consolidation à chaque couche de la pile internet

L'internet, le courrier électronique et le web ont été conçus pour fonctionner sur un protocole ouvert. Cela a permis l'émergence d'un système d'information décentralisé, à la fois résilient et innovant. Au cours des dernières décennies, plusieurs couches clés de ces systèmes sont devenues de plus en plus centralisées. Il en résulte un écosystème moins innovant, plus vulnérable à des pannes à grande échelle, et plus facile à contrôler par les détenteurs de pouvoir, anciens ou nouveaux, qu'il s'agisse des entreprises multinationales elles-mêmes ou des gouvernements qui protègent leur position dominante sur le marché.

Fig. 4 Schéma de l'architecture d'un réseau (d'après Baran, 1962)



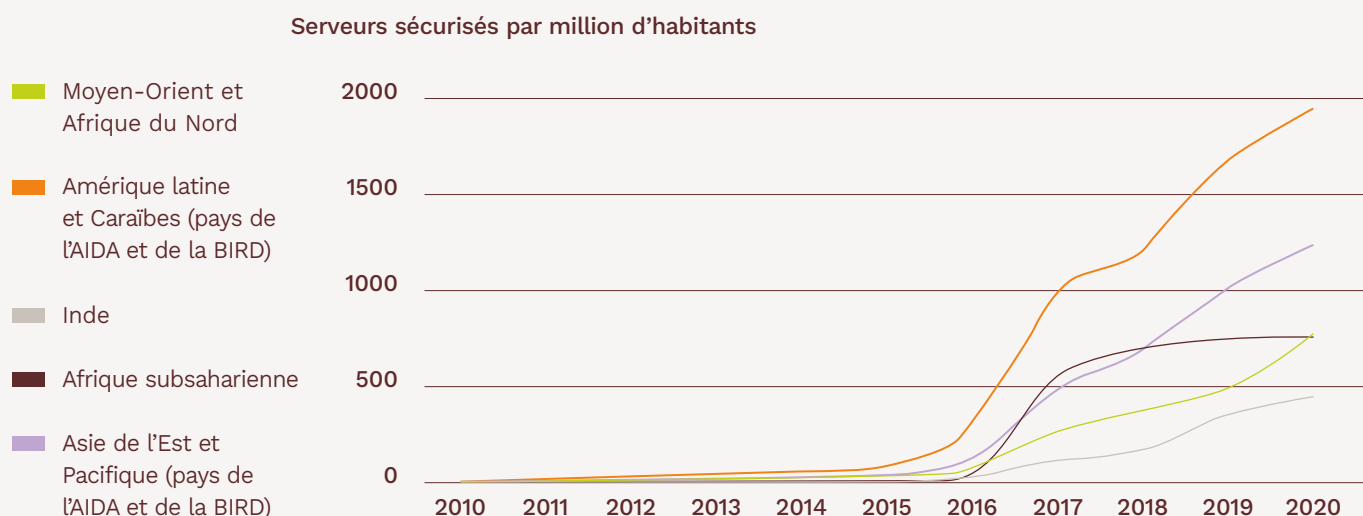
Consolidation au niveau de la couche de stockage et de traitement des données: Amazon, Microsoft et Google contrôlent actuellement plus de 65 % du marché de l'informatique en nuage⁴⁰. Le nombre de services basés sur le cloud ne cesse d'augmenter, et l'intégration croissante de modules d'intelligence artificielle (qui nécessitent de vastes ensembles de données pour l'entraînement et une grande puissance de calcul pour le traitement) devrait accentuer encore cette tendance. Ce processus nous ramène aux premières phases de l'informatique, où la puissance de traitement était centralisée et l'utilisateur moyen n'avait accès qu'à un terminal relativement passif. Il accentue également les inégalités géographiques: alors que seulement 43 % du trafic international en provenance d'un pays européen est dirigé vers les États-Unis (le reste allant vers un autre pays européen), cette proportion atteint 73 % pour l'Amérique latine. En Afrique, 32 % du trafic international est dirigé vers des serveurs situés en Europe, tandis que 56 % termine aux États-Unis⁴¹.

Une autre façon d'évaluer le déploiement de l'infrastructure de serveurs consiste à observer le nombre de serveurs sécurisés par million d'habitants. Les serveurs sécurisés peuvent servir d'indicateur indirect de l'étendue de l'infrastructure d'hébergement disponible dans un pays ou une région. Comme le montre le graphique ci-dessous, la majorité des pays du Sud global ont augmenté leur capacité au fil des années, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, où cette croissance a stagné entre 2017 et 2020. Comparée aux pays centraux, cette croissance reste toutefois très faible, ce qui pourrait à la fois expliquer et renforcer la tendance décrite plus haut. L'écart entre les États-Unis/l'Union européenne et le reste du monde est si important qu'inclure ces deux régions dans le graphique rendrait invisibles les régions du Sud global⁴². Pour cette raison, elles ont été exclues du graphique ci-dessous. À titre de comparaison, l'Amérique latine et les Caraïbes (en tête dans le graphique ci-dessous) comptaient 1 969 serveurs sécurisés par million d'habitants en 2020, contre 50 266 pour l'Union européenne et 140 804 pour les États-Unis la même année.

40. Mark Haranas, "AWS, Microsoft, Google's Cloud Market Share Q1 2023," CRN (blog), 4 mai 2023, <https://www.crn.com/news/cloud/aws-microsoft-google-s-cloud-market-share-q1-2023>.

41. Telegeography, "Global Internet Map Map 2018," 2018, <https://global-internet-map-2018.telegeography.com/>. Pour les données concernant la région MENA, voir <https://store.rationalstat.com/store/middle-east-north-africa-data-center-market-analysis-forecast/>

42. Fait référence au nombre de certificats TLS/SSL distincts et publiquement fiables recensés dans l'enquête Netcraft Netcraft Secure Server Survey. La localisation est déterminée à partir de l'emplacement d'hébergement des sites utilisant ces certificats (et non des pays indiqués sur les certificats eux-mêmes). Plus d'informations sur la méthodologie disponibles sur: <https://data.worldbank.org/indicator/IT.NET.SECR.P6?locations=ZQ-EU-ZJ-IN-ZG-Z4-US>

Fig. 5 Serveurs sécurisés par million d'habitants⁴³

Ces chiffres soulignent le manque d'infrastructures de stockage dans des régions comme l'Afrique et l'Amérique latine, ainsi que l'existence d'une architecture en étoile, où les centres de pouvoir fonctionnent comme des pôles d'information qui redistribuent ensuite cette information à travers le monde. Les pays situés en périphérie se connectent principalement par l'intermédiaire des centres situés dans l'UE et aux États-Unis, qui acquièrent ainsi des pouvoirs de contrôle⁴⁴. Cette tendance limite la capacité des gouvernements de la majorité mondiale à façonner efficacement l'environnement réglementaire, car le manque d'infrastructure se traduit par un déficit d'expertise locale, de connaissances internes ou d'outils permettant d'assurer l'application effective des règles. Comme l'a révélé Edward Snowden, cela permet également d'exploiter facilement ces points de concentration de l'information à des fins d'espionnage.

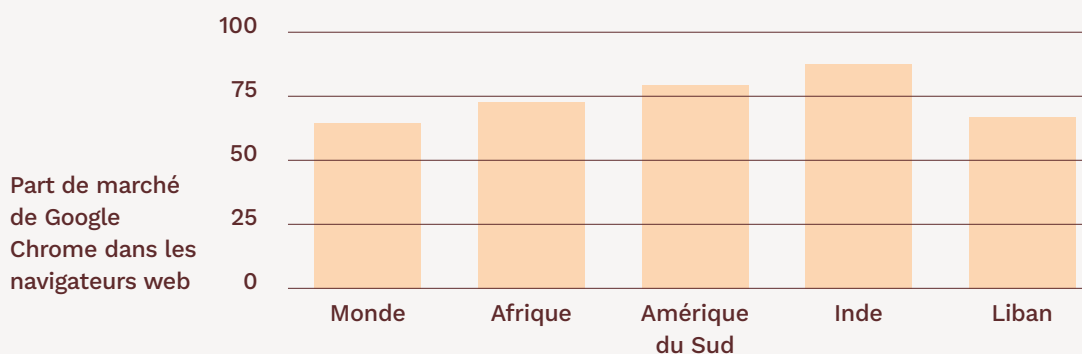
Consolidation au niveau de la couche de transport: La couche de transport désigne les câbles qui relient les serveurs dans le monde entier. On observe ici que la majeure partie de l'augmentation de capacité répond aux investissements d'une poignée d'entreprises privées qui produisent et gèrent du contenu. Cela souligne que la centralisation ne s'opère pas uniquement à l'intérieur de chaque couche, mais fait également partie d'un processus d'intégration verticale. En 2019, on estimait que 70 % de l'augmentation de la bande passante internationale mondiale sur les cinq années précédentes pouvait être attribuée directement à des entreprises de contenu comme Microsoft, Google, Facebook et Amazon, qui contrôlaient déjà plus de 50 % de la bande passante internationale des câbles sous-marins, souvent sous forme de câbles exclusifs⁴⁵.

43. Source: Créé par l'auteur à partir des données de netcraft.com et des estimations de population de la Banque mondiale.

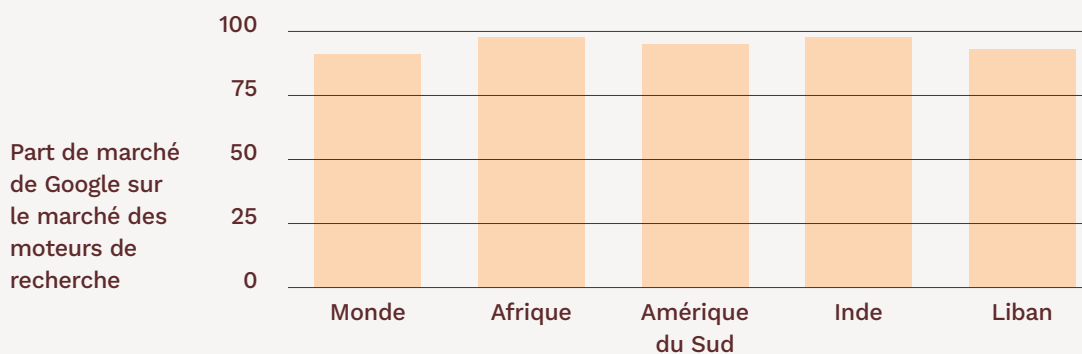
44. Voir <https://global-internet-map-2018.telegeography.com/> and <https://www.theguardian.com/world/interactive/2013/nov/01/prism-slides-nsa-document>.

45. Adam Satariano et al., "How the Internet Travels Across Oceans (Published 2019)," The New York Times, 10 mars 2019, sec. Technology, <https://www.nytimes.com/interactive/2019/03/10/technology/internet-cables-oceans.html>.

Consolidation au niveau de la couche de contenu: En prenant le Web comme exemple de la couche de contenu, on constate que Google est parvenu à contrôler 65 % du marché mondial des navigateurs web grâce à Google Chrome, atteignant une part de 74 % en Afrique, 78 % en Amérique du Sud⁴⁶ et 87,5 % en Inde⁴⁷.



Le moteur de recherche Google d'Alphabet contrôle 92 % du marché mondial, atteignant une part de 95 % en Amérique du Sud⁴⁸, et 98 % à la fois en Afrique et en Inde⁴⁹.



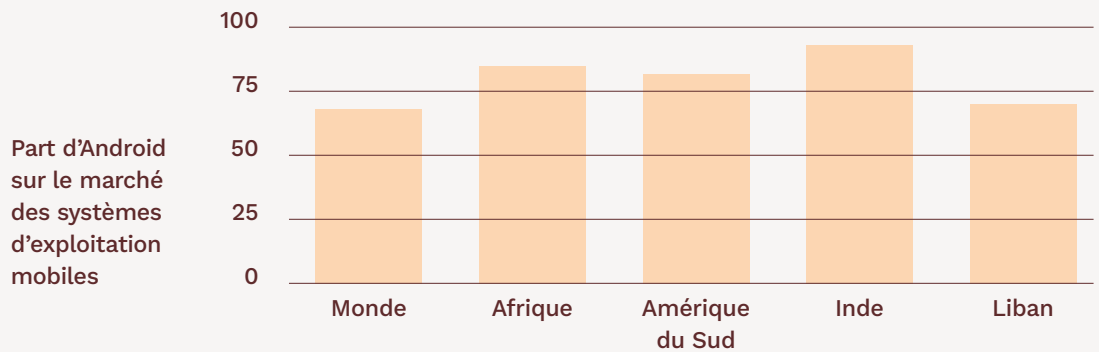
46. StatCounter, "Browser Market Share Worldwide," StatCounter Global Stats, Novembre 2023, <https://gs.statcounter.com/browser-market-share>.

47. StatCounter, "Browser Market Share India," StatCounter Global Stats, 2023, <https://gs.statcounter.com/browser-market-share/all/india>.

48. StatCounter, "Search Engine Market Share South America," StatCounter Global Stats, Novembre 2023, <https://gs.statcounter.com/search-engine-market-share/all/south-america>.

49. StatCounter, "Search Engine Market Share India," StatCounter Global Stats, 2023, <https://gs.statcounter.com/search-engine-market-share/all/india>.

Combiné au contrôle par Alphabet du système d'exploitation Android, qui détient 70 % de part de marché sur mobile dans le monde, atteignant 83 % en Amérique du Sud⁵⁰, 85 % en Afrique et 95 % en Inde⁵¹.



Ce contrôle place leur société mère, Alphabet, dans une position privilégiée lui permettant d'observer l'ensemble des connexions entre les différentes informations créées par les utilisateurs du web. Il lui confère également le pouvoir d'influencer les résultats du marché et les flux d'information. Alphabet exerce un tel contrôle sur le web qu'on estime que le nombre de clics mensuels combinés sur YouTube et Google dépasse celui des 48 autres sites les plus visités réunis⁵². Ainsi, Alphabet détient un pouvoir considérable sur notre liberté d'accéder au savoir et de nous exprimer.

Cette dépendance à l'égard d'infrastructures situées dans d'autres juridictions, ou provenant de celles-ci, sera vraisemblablement de plus en plus exploitée par les pays hôtes dans le contexte de scénarios plus larges de commerce et de conflit, alimentant davantage la méfiance⁵³ des gouvernements de la périphérie, qui perçoivent cette combinaison de dépendance et de centralisation comme un risque pour leur autonomie, leur commerce et leur sécurité nationale⁵⁴. En réponse à ces préoccupations, deux autres tendances peuvent être observées.

50. StatCounter, "Mobile Operating System Market Share South America," StatCounter Global Stats, Novembre 2023, <https://gs.statcounter.com/os-market-share/mobile/south-america>.

51. StatCounter, "Operating System Market Share India," StatCounter Global Stats, 2023, <https://gs.statcounter.com/os-market-share/mobile/india>.

52. Nick Routley, "Ranked: The Top 50 Most Visited Websites in the World," Visual Capitalist, 24 janvier 2023, <https://www.visualcapitalist.com/top-50-most-visited-websites/>.

53. Reuters, "Brazil, Europe Plan Undersea Cable to Skirt U.S. Spying | Reuters," 24 février 2014, <https://www.reuters.com/article/us-eu-brazil-idUSBREA1N0PL20140224/>.

54. Juan Ortiz Freuler, "The Weaponization of Private Corporate Infrastructure: Internet Fragmentation and Coercive Diplomacy in the 21st Century," Global Media and China, 12 novembre 2022, 20594364221139729, <https://doi.org/10.1177/20594364221139729>.

2. Antitrust et re-décentralisation

En réaction à cette tendance à la consolidation du pouvoir par les entreprises, les autorités de régulation aux États-Unis, en Chine et ailleurs⁵⁵ ont commencé à agir.

- **Activité antitrust aux États-Unis:** Aux États-Unis, la Federal Trade Commission (FTC), dirigée par Lina Khan, a déclaré ouvertement qu'elle considère que la concentration du pouvoir entre les mains des entreprises constitue une menace pour la démocratie. Les monopoles limitent la capacité des gouvernements à définir les politiques et les résultats, tout en donnant à une poignée d'entreprises le pouvoir de décider quels produits sont disponibles, leurs caractéristiques, leurs coûts, et bien plus encore⁵⁶. La FTC a lancé la première grande enquête antitrust contre une entreprise technologique depuis l'examen des pratiques de regroupement de Microsoft au début des années 2000⁵⁷, et de nombreuses agences au niveau des États entreprennent des actions similaires.
- **Activité antitrust en Chine:** En Chine, des préoccupations similaires quant à la montée en puissance de certaines entreprises devenues trop grandes pour rester réactives⁵⁸ ont poussé les autorités de régulation à imposer une plus grande interopérabilité entre les plateformes⁵⁹, à mettre en place des mécanismes de surveillance plus efficaces, et à exiger que les ressources soient réorientées vers la réalisation des objectifs nationaux dans des domaines stratégiques comme la fabrication de puces électroniques, plutôt que vers des produits destinés aux consommateurs⁶⁰.

Ces efforts pourraient permettre une redistribution du pouvoir entre différentes entreprises, donnant aux régulateurs la capacité de mieux évaluer et comparer les pratiques des entreprises. Cela pourrait aussi atténuer les risques liés à une défaillance du système et aux inquiétudes croissantes concernant la dépendance dans les pays de la périphérie. Enfin, si cela favorise une plus grande pluralité d'acteurs de services répartis plus équitablement à travers le monde, cela pourrait redonner de la pertinence aux forums mondiaux sur les droits numériques, en tant qu'espaces de discussion efficace sur les politiques publiques et la coordination autour des normes.

55. Reuters, "UK Antitrust Regulator to Take on Big Tech with New Legal Power," Reuters, 7 novembre 2023, sec. Technology, <https://www.reuters.com/technology/uk-antitrust-regulator-take-big-tech-with-new-legal-power-2023-11-07/>; Steven Boroweic, "In South Korea, Big Tech's Power Struggle with Regulators Is Way Ahead of the U.S.," Rest of World (blog), 13 décembre 2021, <https://restofworld.org/2021/in-south-korea-big-techs-power-struggle-with-regulators-is-way-ahead-of-the-u-s/>; Samuel Stolton, "EU Ushers in Brave New World of Big Tech Regulation," POLITICO (blog), 25 mars 2022, <https://www.politico.eu/article/eu-landmark-rules-big-tech-anti-trust-digital-markets-act-dma/>.

56. Lina Khan, "Amazon's Antitrust Paradox," *The Yale Law Journal* 126, no. 3 (2017): 710–805.

57. Reuters, "US Wraps up Antitrust Case against Google in Historic Trial," Reuters, 16 novembre 2023, sec. Legal, <https://www.reuters.com/legal/us-wraps-up-antitrust-case-against-google-historic-trial-2023-11-16/>.

58. Cory Doctorow, "Ant, Uber, and the True Nature of Money," 5 novembre, 2020, <https://pluralistic.net/2020/11/05/gotta-be-a-pony-under-there/>; BBC, "China's Tech Giants Fall under Regulator's Pressure," March 16, 2021, <https://www.bbc.com/news/business-56410769>.

59. Iris Deng, "WeChat Bows to Beijing Pressure and Allows More Direct Links from Rivals," *South China Morning Post*, 29 novembre 2021, sec. Tech, <https://www.scmp.com/tech/tech-trends/article/3157789/chinas-super-app-wechat-allows-more-direct-links-competitors-under>.

60. Jennifer Conrad, "China Cracks Down On Its Tech Giants. Sound Familiar?," *Wired*, 29 Juillet, 2021, <https://www.wired.com/story/china-cracks-down-tech-giants-sound-familiar/>.

3. Localisation des données

Une autre réponse réglementaire face au processus de consolidation a été la localisation des données, par laquelle les gouvernements cherchent à accroître leur pouvoir de négociation et leur contrôle sur les entreprises étrangères en exigeant que les services proposés sur leur territoire soient hébergés dans des centres de données situés localement.

- **La voie indienne vers la localisation des données:** L'Inde a été l'un des premiers pays à exiger ce type de dispositif. Au départ, cette démarche a suscité une forte réaction de la part des entreprises américaines, ainsi que de responsables du gouvernement des États-Unis, qui y voyaient une remise en cause de l'architecture centralisée existante et une menace pour la stabilité financière de leurs multinationales⁶¹. Cependant, l'Union européenne et les États-Unis ont depuis adopté des positions similaires.
- **La voie de l'UE vers la localisation des données:** Dans le cas de l'Union européenne, cette orientation a pris forme à travers un activisme judiciaire, motivé par des préoccupations selon lesquelles les entreprises américaines ne pouvaient pas garantir que les agences de renseignement des États-Unis n'accédaient pas aux données des citoyens européens hébergées ou traitées dans des centres de données situés aux États-Unis⁶². Autrement dit, au lieu d'imposer directement la localisation des données, l'UE a indirectement créé de fortes incitations pour que les entreprises réduisent les incertitudes juridiques en déplaçant leurs centres de données sur le sol européen. Par exemple, peu après la dernière décision judiciaire, le président de Microsoft, Brad Smith, a annoncé que les clients de Microsoft Azure ne seraient pas affectés par le jugement, car l'entreprise élargissait sa présence physique dans l'UE⁶³.
- **La voie des États-Unis vers la localisation des données:** Aux États-Unis, les inquiétudes concernant le pouvoir de marché de TikTok une plateforme d'origine chinoise ont conduit à des pressions pour que l'entreprise crée une entité juridique indépendante de sa maison mère chinoise, ByteDance. Les autorités américaines ont également exigé que TikTok stocke toutes les données américaines sur des serveurs gérés par une entreprise américaine, Oracle⁶⁴, qui serait autorisée à surveiller le trafic avec les serveurs de l'entreprise en Chine, ainsi que les systèmes de modération et de curation algorithmique.

61. Sandhya Sharma, "US Pressure Threatens to Weaken Data-Localisation Mandate in India's Landmark Data-Protection Bill," *The Economic Times*, 2019, <https://economictimes.indiatimes.com/prime/technology-and-startups/us-pressure-threatens-to-weaken-data-localisation-mandate-in-indias-landmark-data-protection-bill/primearticleshow/70730415.cms>; Aditya Kalra and Manoj Kumar, "India to Review Data Storage Rules That Irked U.S. Tech Firms," *Reuters*, 18 juin 2019, sec. World, <https://www.reuters.com/article/idUSKCN1TJ0IB/>.

62. Joshua Meltzer, "The Court of Justice of the European Union in Schrems II: The Impact of GDPR on Data Flows and National Security," *Brookings* (blog), 5 août 2020, <https://www.brookings.edu/articles/the-court-of-justice-of-the-european-union-in-schrems-ii-the-impact-of-gdpr-on-data-flows-and-national-security/>; BBC, "EU-US Privacy Shield for Data Struck down by Court," 16 juillet 2020, <https://www.bbc.com/news/technology-53418898>.

63. Brad Smith, "Answering Europe's Call: Storing and Processing EU Data in the EU," *EU Policy Blog*, 6 mai 2021, <https://blogs.microsoft.com/eupolicy/2021/05/06/eu-data-boundary/>.

64. Brian Fung, "TikTok Moves US Users' Data to Oracle Servers to Address Security Concerns | CNN Business," *CNN*, 17 juin 2022, <https://www.cnn.com/2022/06/17/tech/tiktok-user-data-oracle/index.html>.

Étant donné que les États-Unis et l'Union européenne exigent désormais de manière directe ou indirecte la localisation des données dans leurs territoires respectifs, il est probable que cette pratique se généralise. Cela pourrait encourager les puissances régionales à promouvoir des normes juridiques communes leur permettant de devenir des centres régionaux d'hébergement de données pour les multinationales. Une telle évolution pourrait offrir des opportunités pour influencer la législation et les pratiques d'entreprise à l'échelle locale et régionale, d'une manière qui n'a pas été possible au cours des dernières décennies. En parallèle, cela pourrait aussi renforcer le pouvoir des autorités locales pour exercer un meilleur contrôle de l'information et une surveillance accrue sur des enjeux et des acteurs que les entreprises ou gouvernements étrangers n'auraient pas jugés prioritaires.

Comme décrit dans cette section, l'architecture sous-jacente de notre système d'information est soumise à des pressions multiples, et son avenir reste incertain. Les tendances actuelles ne permettent pas de déterminer avec précision où le pouvoir sera localisé dans les prochaines années. Cette situation constitue une opportunité de réflexion sur les futurs possibles, les acteurs clés capables d'influencer le paysage numérique, ceux qui pourraient émerger comme détenteurs du pouvoir dans ces scénarios, ainsi que les défis qui pourraient y être associés.

<p>Une centralisation accrue autour des entreprises dominantes</p>	<p>La localisation des données stimule l'émergence de pôles régionaux d'infrastructures et de politiques</p>
<p>Les régulateurs engagés dans la lutte antitrust œuvrent à une redécentralisation du système d'information, rassurant ainsi les pays périphériques qu'ils participeront de manière équitable.</p>	<p>Les pare-feux au niveau national et la localisation des données créent des sphères d'information plus isolées</p>

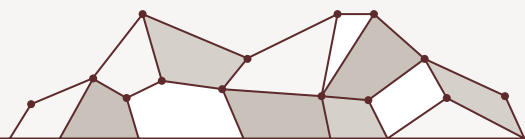
On peut envisager, par exemple, qu'un approfondissement de la centralisation pourrait permettre un développement plus rapide dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, qui bénéficie actuellement d'une puissance de traitement centralisée comme celle que Microsoft met à la disposition d'OpenAI et que seules quelques entreprises sont aujourd'hui capables de fournir. D'un autre côté, de tels développements permettraient à Microsoft (et à d'autres) de renforcer encore davantage leur part de marché et leur pouvoir démesuré sur nos vies. Parallèlement, un scénario de pôles régionaux s'inspirant de la démarche entreprise par l'Union européenne pourrait contribuer à augmenter la disponibilité d'emplois techniques dans les périphéries, tout en renforçant le contrôle exercé sur les flux d'information par des dirigeants politiques parfois responsables devant leurs citoyens⁶⁵.

D. SCÉNARIOS FUTURS

- Une centralisation accrue autour des entreprises dominantes existantes.
- La localisation des données stimule la création de pôles régionaux d'infrastructures et de politiques.
- Des régulateurs antitrust engagés redécentralisent le système d'information, rassurant les périphéries quant à leur participation équitable.
- Les pare-feux nationaux et la localisation des données créent des sphères d'information plus isolées.

65. Par exemple, au niveau des centres de données, on observe déjà le déploiement de centres dans certaines villes clés (voir <https://blog.telegeography.com/where-are-the-worlds-cloud-data-centers-and-who-is-using-them> et <https://www.cloudinfrastructuremap.com/>) ainsi que le développement de bureaux régionaux par les grandes entreprises technologiques (e.g. metacareers.com/locations et google.com/about/careers/applications/locations/) qui forment des talents locaux et recrutent des lobbyistes chargés de réduire les charges administratives et les risques juridiques.

V. TENDANCES QUI INFLUENCENT L'ACTIVISME



A. SYNTHÈSIS

- **Convergence des agendas:** Les droits numériques sont de plus en plus perçus comme un pilier fondamental de l'agenda plus large des droits humains. Cela représente à la fois un défi et une opportunité. Le défi concerne leur propre durabilité, leur travail se recoupant avec celui d'organisations plus larges et plus établies dans le domaine des droits humains. L'opportunité réside dans l'élargissement de leur audience, qui appelle à des changements dans les pratiques de recherche et de communication pour les rendre plus inclusives et accessibles.
- **Évolution du paysage du financement:** Avec les changements du contexte global, on peut s'attendre à une évolution parallèle des sources de financement. Les organisations doivent constituer des fonds de réserve pour les périodes difficiles et explorer de nouvelles sources de financement, notamment en établissant des partenariats avec des structures œuvrant dans le champ plus large des droits.
- **Dépendance technologique et hygiène numérique:** Les outils de base utilisés par les activistes des droits numériques deviennent des vecteurs d'espionnage de plus en plus sophistiqués. Des évaluations régulières des risques ainsi que des formations continues sont indispensables pour protéger le personnel, les partenaires et les sources.

B. CONTEXTE

Au cours des dernières décennies, les organisations de la société civile professionnalisées sont devenues des acteurs centraux des processus politiques à travers le monde:

- À titre d'exemple, rien qu'aux États-Unis, le gouvernement a enregistré plus de 1,5 million d'organisations à but non lucratif.
- Une étude mondiale réalisée en 2010, basée sur des enquêtes menées dans 42 pays, estimait qu'environ 56 millions de personnes travaillaient comme bénévoles à temps plein dans le secteur non lucratif, et que les dépenses de fonctionnement de ce secteur s'élevaient à 2 200 milliards de dollars américains, ce qui le placerait au-dessus du PIB de tous les pays à l'exception de six⁶⁶.
- Le nombre d'ONG internationales est passé de 832 en 1950 à plus de 40 000 en 2014⁶⁷.

Au cours des deux dernières décennies, nous avons également assisté à la consolidation d'une identité propre au secteur des droits numériques, avec des conférences spécialisées dans ce domaine qui n'ont cessé de croître au fil du temps:

66. Colin C. Williams and Anjula Gurtoo, eds., *Routledge Handbook of Entrepreneurship in Developing Economies* (London; New York: Routledge, Taylor & Francis Group, 2017).

67. Williams and Gurtoo.

À l'échelle mondiale:

- RightsCon est passé d'environ 400 participants en 2011 à plus de 8 000 participants issus de 170 pays en 2023⁶⁸.
- Le Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) des Nations Unies a enregistré plus de 11 000 participants inscrits de 170 pays en 2023, contre 3 000 participants provenant de 140 pays en 2018⁶⁹.

À l'échelle régionale:

- Bread and Net (organisé par SMEX au Liban), lancé en 2017 avec 200 participants, a réuni plus de 400 participants actifs et enregistré 800 inscriptions en 2022⁷⁰.
- FIFAfrica (organisé par CIPESA) a réussi à attirer plus de 1 000 participants issus de 47 pays (en présentiel et en ligne) en 2023⁷¹.

Malgré cette croissance soutenue, les défis évoqués dans les deux sections précédentes, combinés à certaines pratiques et à une culture propres au secteur, sèment les graines de la méfiance⁷²:

68. RightsCon, "About RightsCon," RightsCon Summit Series, 2023, <https://www.rightscon.org/about-and-contact/>.

69. IGF, "IGF 2018 Attendance & Programme Statistics | Internet Governance Forum," 2018, <https://www.intgovforum.org/en/content/igf-2018-attendance-programme-statistics>; IGF, "IGF 2023 Participation & Programme Statistics," 2023, <https://www.intgovforum.org/en/content/igf-2023-participation-and-programme-statistics>.

70. Nourhane Kazak, "Bread&Net 2022 Wrap Up: Five Years On," SMEX (blog), 30 novembre 2022, <https://smex.org/breadnet-2022-wrap-up-five-years-on/>.

71. FIFAfrica, "Gear Up! The 2023 Forum on Internet Freedom in Africa (FIFAfrica) Is Heading to Tanzania!," OpenNet Africa, 26 avril 2023, <https://www.opennet africa.org/gear-up-the-2023-forum-on-internet-freedom-in-africa-fifafrica-is-heading-to-tanzania>.

72. Trust in NGOs has declined in 17 out of the 27 countries surveyed by the Edelman Barometer in 2023. Voir pp. 42 <https://www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/files/2023-03/2023%20Edelman%20Trust%20Barometer%20Global%20Report%20FINAL.pdf>.

- Critiques sur la représentativité réelle des forums mondiaux multiacteurs⁷³.
- Remise en question de la nature même du multiacteurisme et du rôle des organisations à but non lucratif dans la gouvernance mondiale⁷⁴.
- Influence induite des bailleurs de fonds⁷⁵.
- Questions sur la légitimité des organisations à but non lucratif dans le système politique local⁷⁶.
- Manque de responsabilité des organisations et de leurs bailleurs envers le public qu'ils prétendent servir⁷⁷.

Ces préoccupations risquent de devenir plus courantes à mesure que les tensions s'intensifient à l'intérieur des pays, entre les pays, et face aux entreprises technologiques multinationales de plus en plus puissantes, ce qui augure un environnement de travail plus difficile pour les ONG dans les années à venir. Les membres des conseils d'administration des organisations à but non lucratif et des organismes de financement devraient réfléchir aux moyens pour les organisations de renforcer la confiance du public et la perception de leur légitimité.

La section suivante se concentre sur trois défis qui façonneront le paysage dans les années à venir: la convergence avec le champ plus large des droits humains, l'accès au financement et l'impact des technologies en mutation sur les opérations quotidiennes.

73. Rohan Grover, "The Geopolitics of Digital Rights Activism: Evaluating Civil Society's Role in the Promises of Multistakeholder Internet Governance," *Politique des télécommunications*, vol. 46, n° 10 (1er novembre 2022): 102437, <https://doi.org/10.1016/j.telpol.2022.102437>.

74. Harris Gleckman, "Multi-Stakeholderism: A Corporate Push for a New Form of Global Governance," *Transnational Institute*, 19 janvier 2016, <https://www.tni.org/en/publication/multi-stakeholderism-a-corporate-push-for-a-new-form-of-global-governance>; Harris Gleckman, *Multistakeholder Governance and Democracy: A Global Challenge* (London: Routledge, 2018), <https://doi.org/10.4324/9781315144740>.

75. Jake Goldenfein and Monique Mann, "Tech Money in Civil Society: Whose Interests Do Digital Rights Organisations Represent?," *Cultural Studies* 37, no. 1 (2 janvier 2023): 88–122, <https://doi.org/10.1080/09502386.2022.2042582>; Juan Ortiz Freuler, Will Orr, and Ana Brandusescu, "How Do Funders Shape the Digital Rights Agenda? Notes from the Field (Part I)," *OpenGlobalRights* (blog), 5 août 2022.

76. Almut Rochowanski, "We Need to Talk about 'Foreign Agent' Laws," *openDemocracy* (blog), 29 mars 2023., <https://www.opendemocracy.net/en/odr/foreign-agents-laws/>; Délber Andrade Lage and Leonardo Nemer Caldeira Brant, "The Growing Influence of Non-Governmental Organizations: Chances and Risks," *Anuario Brasileiro de Direito Internacional* 1 (2008).

77. Nives Dolsak and Aseem Prakash, "NGOs Are Great at Demanding Transparency. They're Not so Hot at Providing It.," *Washington Post*, 7 décembre 2021, <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/02/22/ngos-are-great-at-demanding-transparency-theyre-not-so-hot-at-providing-it/>; Saskia Brechenmacher Carothers Thomas, "Examining Civil Society Legitimacy," *Carnegie Endowment for International Peace* (blog), 2 mai 2018, <https://carnegieendowment.org/2018/05/02/examining-civil-society-legitimacy-pub-76211>.

C. TENDANCES

1. Convergence avec les organisations de la société civile en matière de droits humains

Les technologies numériques ont pénétré tous les aspects de la vie humaine. Aujourd'hui, elles influencent non seulement la manière dont nous faisons progresser l'agenda des droits humains, mais aussi la manière dont nous exerçons nos droits au quotidien. Ainsi, ce qui était autrefois un petit secteur composé d'experts techniques et de programmeurs converge désormais avec un agenda plus large des droits humains, porté par des spécialistes et des militant·e·s aux parcours très diversifiés.

Les Nations unies prônent la convergence: Les exemples les plus clairs de cette convergence se retrouvent dans la décision du Secrétaire général de l'ONU d'organiser, depuis 2018⁷⁸, un Groupe de haut niveau sur la coopération numérique. On l'observe également dans le travail plus lent et moins visible des Rapporteurs spéciaux de l'ONU, qui cherchent à ancrer les discussions sur les droits numériques dans les cadres existants des droits de l'homme⁷⁹. Ce changement progressif a des implications pour la manière dont les organisations qui se définissent comme faisant partie du secteur des droits numériques exercent leurs missions.

Un public en expansion: La convergence exige que les acteurs comprennent que leur public devient plus large, ce qui appelle à des changements dans les pratiques de communication ainsi que dans la configuration des alliances à prendre en compte lors de la conception et de la mise en œuvre de projets de recherche et de plaidoyer.

Les intersections et chevauchements avec des domaines connexes: La convergence exigera des organisations de défense des droits numériques qu'elles conçoivent des projets intersectionnels et qu'elles cartographient des politiques spécifiques et les usages des technologies dans des domaines variés tels que l'environnement, la santé, l'éducation, etc. Cela inclut aussi des programmes qui abordent plus ouvertement les préoccupations traditionnelles des droits humains, comme la liberté d'expression, de réunion, et d'autres encore. Pour faire avancer ce changement, il faudra élargir les compétences au sein des organisations de défense des droits numériques, mais surtout identifier des partenaires disposant d'expertise dans d'autres domaines afin de collaborer et concevoir des projets et des agendas communs.

Un plus grand bassin, de plus gros poissons: La convergence est susceptible de poser des défis aux organisations qui peinent à s'adapter à ce nouveau contexte, alors que l'espace s'élargit et que de grandes organisations internationales bien établies telles qu'Amnesty International⁸⁰, Human Rights Watch⁸¹, Greenpeace⁸² et bien d'autres commencent à s'investir dans ce domaine et à solliciter les mêmes sources de financement. Ce défi pousse les organisations établies (tant dans le secteur des droits numériques que dans les domaines connexes) à réfléchir à leur impact sur la durabilité des organisations locales et spécialisées. Ces dernières doivent, quant à elles, développer des mécanismes solides pour garantir leur capacité à engager des partenariats durables et équitables avec des partenaires plus grands ou complémentaires.

2. Changements dans les priorités des bailleurs et accès au financement de plus en plus difficile

Un défi persistant pour les organisations à but non lucratif situées dans les pays de la majorité mondiale est la stabilité financière. En l'absence d'un écosystème leur permettant d'obtenir un financement de base au niveau local, ces organisations dépendent généralement d'un groupe relativement restreint de bailleurs de fonds.

78. UN, "Secretary-General's High-Level Panel on Digital Cooperation," United Nations (United Nations, 2018), <https://www.un.org/en/sg-digital-cooperation-panel>.

79. See the Annex of the Contract for the Web (as from pg 12) for an outline with a varied set of examples <https://wfcontract.wpenginepowered.com/wp-content/uploads/Contract-for-the-Web-3.pdf>.

80. <https://www.amnesty.org/en/tech/>.

81. <https://www.hrw.org/topic/technology-and-rights>.

82. <https://www.greenpeace.org/usa/issues/rethinkit/>.

Changement des priorités des fondations privées: Les grandes tendances décrites tout au long de cette note d'analyse sont susceptibles d'influencer les priorités des fondations privées. Par exemple, de nombreuses fondations ont réaffecté leurs ressources pour répondre aux besoins des populations touchées par des conflits armés ou des catastrophes climatiques imprévues⁸³. Ces changements de priorités peuvent également résulter de transformations internes au sein des bailleurs, comme cela a été observé ces dernières années chez plusieurs grandes fondations, notamment Open Society et Omidyar Network⁸⁴. La dépendance des organisations à but non lucratif envers un petit nombre de bailleurs accroît les risques pesant sur leur durabilité. Ainsi, la diversification des sources de financement et la mise en place de subventions pluriannuelles apparaissent de plus en plus cruciales pour renforcer la résilience du secteur.

Nouveaux bailleurs? Les fondations et les financements d'entreprise apparaissent souvent en réaction à de nouvelles avancées technologiques et à l'émergence de nouvelles sources de liquidité.

- **Crypto:** Un grand nombre de fondations ont déjà vu le jour pour fournir des ressources destinées à faire progresser l'écosystème et son agenda, en s'appuyant sur des synergies (comme la protection de la vie privée et la décentralisation), mais aussi avec des points de friction idéologique avec une partie importante de la communauté des droits numériques, notamment autour de la question de la propriété⁸⁵.
- **Entreprises émergentes d'IA ou nouveaux milliardaires:** Il est probable que des acteurs émergents dans le domaine de l'intelligence artificielle ou de nouveaux milliardaires suivent cette tendance dans les années à venir⁸⁶.
- **Milliardaires technologiques du Sud global:** Pour le moment, leurs efforts de financement se concentrent principalement sur des secteurs peu controversés comme l'éducation⁸⁷, mais ces priorités pourraient évoluer avec le temps.

Évolution des perceptions vis-à-vis du financement technologique par les entreprises: des entreprises technologiques majeures comme Meta, Alphabet et Microsoft perdent peu à peu leur attrait auprès du public. À l'échelle mondiale, la confiance dans le secteur technologique est passée de 77 % à 68 % entre 2012 et 2021, une baisse encore plus marquée aux États-Unis, où elle est passée de 78 % à 57 %⁸⁸. Ce manque de confiance, combiné à leur pouvoir

83. Sur la base d'entretiens réalisés avec des praticiens du secteur .

84. Thalia Beaty, "George Soros' Open Society Foundations Plan to Limit Their Grantmaking until February," AP News, 20 juillet 2023, sec. Business, <https://apnews.com/article/george-soros-open-society-foundations-layoff-72b43137a49395eb144efe39fbee8452>; Candid, "Omidyar Network Announces New Approach, Spins Off Initiatives," Philanthropy News Digest (PND), 24 octobre 2018, <https://philanthropynewsdigest.org/news/omidyar-network-announces-new-approach-spins-off-initiatives>.

85. "Ethereum Foundation & Community Grant Programs," ethereum.org, accessed 21 décembre 2023, <https://ethereum.org>.

86. Google.org recently announced it had disbursed U\$20 million for AI policy initiatives <https://news.yahoo.com/google-funds-leading-civil-rights-100000292.html>. Musk donated around 100 million to non-tech charities in 2021 <https://www.vox.com/recode/22394867/elon-musk-foundation-philanthropy-xprize-tesla-spacex>. However, back in 2015 Musk donated \$10 million to researchers focused on making AI "beneficial to humanity" <https://www.bbc.com/news/technology-33425166>, which underlines he might take a tech-strategic view to his philanthropic efforts.

87. Informations fournies par des personnes interrogées en Inde, au Royaume-Uni et au Brésil.

88. Darrel West, "Techlash Continues to Batter Technology Sector," Brookings, 2 avril 2021., <https://www.brookings.edu/articles/techlash-continues-to-batter-technology-sector/>.

grandissant, pourrait pousser certaines organisations à refuser ou à cesser d'accepter des financements et des avantages en nature de leur part. Cette position est depuis longtemps adoptée par le mouvement pour les droits environnementaux, selon lequel recevoir des ressources de la part des entreprises qu'il cherche à tenir responsables et qu'il considère souvent comme coupables de graves violations des droits humains et environnementaux crée un conflit d'intérêts, réel ou perçu par le public. La convergence entre les mouvements pour les droits numériques et ceux pour les droits environnementaux pourrait entraîner une pollinisation croisée en matière de politiques ou d'attentes.

La coopération internationale dans un contexte de turbulences: une autre source essentielle de financement pour les organisations issues de la majorité mondiale provient de la coopération internationale, qui canalise des ressources financées par les contribuables des pays riches pour servir leur politique étrangère. Avec la montée en puissance des partis d'extrême droite dans l'Union européenne et aux États-Unis, il est probable que plusieurs agences majeures réduisent leurs budgets et leur soutien aux organisations de la société civile qui défendent les droits numériques et les droits humains à la périphérie⁸⁹. Parallèlement, alors que de nombreux pays de la majorité mondiale traversent des périodes de bouleversements sociaux et de répression, il est possible que les agences donatrices suspendent (de manière contre-intuitive) leur aide aux défenseurs des droits numériques dans ces pays, dans le cadre de stratégies visant à faire pression sur les gouvernements ou dirigeants responsables d'abus⁹⁰

Pressions locales et obstacles à l'accès aux financements: En parallèle des restrictions imposées à l'accès aux financements étrangers, il est probable que davantage de gouvernements instaurent des règles limitant la possibilité de travailler avec certains bailleurs, tout en imposant des obstacles administratifs pour collaborer avec d'autres. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association (FOAA), Clément Nyaletsossi Voule, a documenté ces évolutions⁹¹. Elles comprennent des répressions en Inde⁹² et en Russie⁹³ ainsi qu'un éventail croissant et varié

89. Peut-être qu'un exemple illustrant la manière dont ces dynamiques peuvent se déployer est celui de plusieurs bailleurs de fonds européens ayant rompu leurs liens avec des organisations à but non lucratif de la région MENA qui avaient exprimé des critiques à l'égard. e.g. <https://www.aljazeera.com/news/2023/11/16/western-donors-cut-off-funding-to-arab-groups-amid-israels-bombardment>.

90. CAF, "When the Giving Gets Tough: Navigating Risk in Sanctioned Locations," consulté le 4 décembre 2023, https://www.cafamerica.org/wp-content/uploads/CAFamerica_Sanctions_WP_FINAL-1.pdf. Une variante du processus de sanctions est la procédure plus informelle consistant à suspendre l'aide. Par exemple, la Banque mondiale a récemment coupé son aide à l'Ouganda après l'adoption d'une loi ciblant la communauté LGBTQ+ <https://www.reuters.com/world/africa/uganda-president-defiant-after-world-bank-funding-suspended-over-lgbt-law-2023-08-10/>.

91. Clément Nyaletsossi Voule, "Access to Resources - A/HRC/50/23" (United Nations Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association, 10 mai 2022), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G22/337/82/PDF/G2233782.pdf?OpenElement>.

92. Par exemple, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association a souligné que les réglementations introduites en « ont réduit le plafond des dépenses administratives pour tout financement ou subvention étrangère de 50 % à 20 %, affectant gravement la capacité des organisations de la société civile à utiliser les ressources pour payer les salaires, les honoraires professionnels, les factures de services publics, les frais de déplacement et autres dépenses opérationnelles », tout en augmentant la capacité des responsables gouvernementaux à prolonger la suspension de l'enregistrement d'une organisation à but non lucratif de 180 jours à 360 jours. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G22/337/82/PDF/G2233782.pdf?OpenElement>.

93. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/01/russia-un-experts-alarmed-escalation-crackdown-civil-society>.

de procédures administratives, comme celles développées dans des démocraties consolidées telles que l'Union européenne⁹⁴, le Royaume-Uni⁹⁵, et le Canada⁹⁶. L'ampleur des pays impliqués dans la mise en place de ces différents types de réglementations laisse présager une généralisation de cette tendance à l'échelle mondiale dans les années à venir. Les organisations de la société civile auraient tout intérêt à favoriser le partage d'informations afin de se préparer à ces cadres restrictifs et/ou contraignants, et à y répondre, tout en promouvant des législations modèles qui puissent rassurer les gouvernements et les sociétés en ce qui concerne les préoccupations légitimes liées à l'ingérence étrangère, tout en réduisant au minimum les charges administratives pour les organisations⁹⁷. Le mandat FOAA du Rapporteur spécial de l'ONU propose un ensemble de principes directeurs qui constitue un point de départ utile⁹⁸.

3. Nouveaux défis et opportunités pour l'activisme dépendant de la technologie

Les organisations de défense des droits numériques ne se contentent pas de promouvoir ces droits: elles sont aussi de grandes utilisatrices des technologies numériques dans leurs activités quotidiennes de sensibilisation, de mobilisation, de plaidoyer et de planification interne. À ce titre, elles se trouvent en première ligne des cycles plus larges de naissance, de dépendance et de déclin des différentes plateformes (du courriel à WhatsApp ; de MSN à Facebook, Twitter, Instagram, et aujourd'hui TikTok !). Depuis l'espoir soulevé lors du Printemps arabe selon lequel ces technologies pourraient renforcer la redevabilité des gouvernements jusqu'aux craintes que les entreprises qui les gèrent aient accumulé un pouvoir excessif, beaucoup d'entre nous ont promu l'adoption d'outils qui, au final, nous ont trahis, ou collaboré avec des entreprises dont le bilan s'est révélé problématique. Il est crucial de pouvoir documenter ces apprentissages pour la prochaine génération de leaders du mouvement des droits numériques (ainsi que pour les acteurs des secteurs connexes qui s'engagent désormais dans ces débats⁹⁹).

-
94. Politico, "EU 'Foreign Agents' Law Spooks NGOs," POLITICO (blog), 13 mars 2023, <https://www.politico.eu/article/eu-ursula-von-der-leyen-ngo-qatargate-foreign-agents-law-disturbs-ngos/>.
 95. UK Gov, "Foreign Interference: National Security Bill Factsheet," GOV.UK, 13 juillet 2023, <https://www.gov.uk/government/publications/national-security-bill-factsheets/foreign-interference-national-security-bill-factsheet>.
 96. Steve Scherer, "Canada Starts Setting up Foreign Agent Registry amid Reports of Chinese Election Meddling," Reuters, 10 mars 2023, sec. Monde, <https://www.reuters.com/world/canada-starts-setting-up-foreign-agent-registry-amid-reports-chinese-election-2023-03-10/>.
 97. Rochowanski, "We Need to Talk about 'Foreign Agent' Laws".
 98. Clement Nyaletsossi Voule, "General Principles and Guidelines on Ensuring the Right of Civil Society Organizations to Have Access to Resources - A/HRC/53/38/Add." (United Nations Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association 23 juin 2023), <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G23/127/97/PDF/G2312797.pdf?OpenElement>.
 99. Par exemple, certaines activistes des droits numériques au Brésil ont exprimé leurs inquiétudes quant au fait que l'arrivée potentielle de l'internet via Starlink en Amazonie pourrait relancer d'anciens débats que l'on croyait pourtant clos sur la neutralité du net.

Dépendance technologique et risques pour la sensibilisation: Les enjeux liés à l'opacité et à la centralisation posent également des questions sur les outils utilisés pour le plaidoyer, ainsi que sur la durabilité à long terme des ressources que les organisations y investissent. Par exemple, comme l'ont souvent signalé les activistes palestiniens, les systèmes opaques de modération et de traduction mis en place par les plateformes peuvent limiter arbitrairement la diffusion de messages clés¹⁰⁰ voire les reformuler de manière problématique¹⁰¹.

Les coupures d'Internet se sont également révélées efficaces pour empêcher la diffusion de preuves de crimes commis sur le terrain¹⁰².

Dépendance technologique comme risque administratif: Cette dépendance appelle aussi à une coordination renforcée entre activistes et régulateurs dans les pays de la majorité mondiale, afin de protéger l'infrastructure technologique sur laquelle repose leur travail. La campagne mondiale réussie contre une modification abusive des Conditions d'utilisation de WhatsApp (visant à accroître le partage de données avec sa société mère, Meta¹⁰³), illustre la valeur et le potentiel d'une coopération transnationale entre activistes pour imposer des limites aux comportements abusifs des multinationales. Ces entreprises semblent considérer chaque pays de la majorité mondiale comme un marché trop insignifiant pour mériter des concessions, mais elles se montrent réactives lorsque la coordination entre ces pays augmente les enjeux.

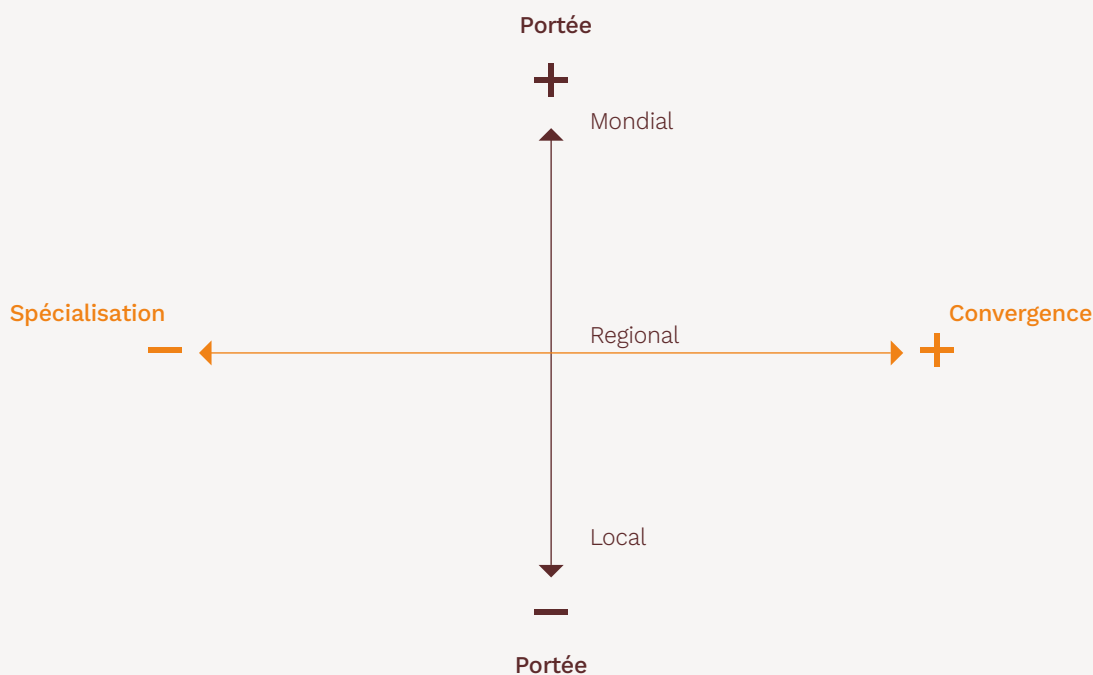
Dépendance technologique comme risque sécuritaire: La dépendance aux outils numériques pour la communication ouvre la voie à une surveillance gouvernementale généralisée des activistes et de leurs activités¹⁰⁴. Cela compromet leur efficacité, restreint leur droit à s'organiser, et met fréquemment en danger la vie des membres des communautés et des journalistes¹⁰⁵, générant ainsi un climat d'intimidation plus large au sein du milieu militant¹⁰⁶. L'absence de

-
100. Suhail Taha, "The Cyber Occupation of Palestine; Suppressing Digital Activism and Shrinking the Virtual Sphere" (Global Campus: Arab World, 2020), <https://repository.gchumanrights.org/server/api/core/bitstreams/cdc7ea07-bb61-41f0-9a13-785aadb54b97/content>; Morgan Sung, "Meta Has a Moderation Bias Problem, Not Just a 'Bug,' That's Suppressing Palestinian Voices," TechCrunch (blog), 19 octobre 2023, <https://techcrunch.com/2023/10/19/meta-instagram-palestine-israel-shadowban-censorship-moderation-bias/>.
101. BBC, "Instagram Sorry for Adding 'terrorist' to Some Palestinian User Bios," 20 octobre 2023, <https://www.bbc.com/news/technology-67169228>.
102. SMEX, "Palestine Unplugged: How Israel Disrupts Gaza's Internet," SMEX (blog), 10 novembre 2023, <https://smex.org/palestine-unplugged-how-israel-disrupts-gazas-internet/>.
103. Zak Doffman, "WhatsApp Backtrack Is Good News For 2 Billion Users," Forbes, 5 juin 2021, <https://www.forbes.com/sites/zakdoffman/2021/06/05/apple-iphone-and-google-android-users-given-huge-new-reason-to-keep-whatsapp/>.
104. James Fredrick, "Mexico's Government Is Accused Of Targeting Journalists And Activists With Spyware," NPR, 20 juin 2017, sec. Parallels, <https://www.npr.org/sections/parallels/2017/06/20/533682738/mexicos-government-is-accused-of-targeting-journalists-and-activists-with-spywar>; smexadmin, "Beirut-Based Global Cyber-Espionage Campaign a Threat to Local Freedoms," SMEX (blog), 20 janvier 2018, <https://smex.org/beirut-based-global-cyber-espionage-campaign-a-threat-to-local-freedoms/>.
105. John Scott-Railton et al., "Reckless VII: Wife of Journalist Slain in Cartel-Linked Killing Targeted with NSO Group's Spyware" (Université de Toronto, 20 mars 2019), <https://citizenlab.ca/2019/03/nso-spyware-slain-journalists-wife/>.
106. "Takeaways from the Pegasus Project," Washington Post, 18 juillet 2021, <https://www.washingtonpost.com/investigations/2021/07/18/takeaways-nso-pegasus-project/>; Siena Anstis et al., "The Dangerous Effects of Unregulated Commercial Spyware" (Citizen Lab, University of Toronto, 24 juin 2019), <https://citizenlab.ca/2019/06/the-dangerous-effects-of-unregulated-commercial-spyware/>

responsabilité des entreprises développant ces technologies, combinée à la faiblesse des mécanismes de contrôle institutionnels encadrant leur usage par les autorités, conduit à des abus répandus¹⁰⁷. Par ailleurs, la portée internationale de ces outils redéfinit les notions de souveraineté et révèle les lacunes croissantes du système international¹⁰⁸. Les évaluations des risques et les formations à la gestion des communications internes et externes, ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière d'hygiène numérique, deviennent indispensables pour tous les activistes. La coordination et la mutualisation des ressources entre organisations de la société civile afin d'atteindre des standards plus élevés de sécurité et de confidentialité, tant sur le plan logiciel que matériel, devraient devenir une tendance majeure dans la décennie à venir.

D. SCÉNARIOS FUTURS

Le paysage numérique évolue rapidement. Comme le montre ce rapport, la géopolitique, les régulateurs, les entreprises et le champ plus large des droits humains exercent tous une pression sur les frontières actuelles du domaine des droits numériques. Il est donc probable que, dans dix ans, certaines des stratégies actuellement mises en œuvre par les organisations de défense des droits numériques deviennent moins efficaces. Une transformation clé mise en évidence par les tendances est celle de l'élargissement: élargissement des thématiques, comme en témoigne la convergence avec l'agenda des droits humains, et élargissement des impacts, illustré par l'empreinte mondiale de certains des principaux fournisseurs de technologies.



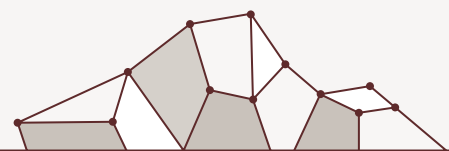
107. David Pegg et al., "FT Editor among 180 Journalists Identified by Clients of Spyware Firm," *The Guardian* 20 juillet 2021, sec. World news, <https://www.theguardian.com/world/2021/jul/18/ft-editor-roula-khalaf-among-180-journalists-targeted-nso-spyware>; Ronan Farrow, "How Democracies Spy on Their Citizens," *The New Yorker* 18 avril 2022, <https://www.newyorker.com/magazine/2022/04/25/how-democracies-spy-on-their-citizens>.

108. Siena Anstis, Noura Al-Jizawi, and Ron Deibert, "TRANSNATIONAL REPRESSION AND THE DIFFERENT FACES OF SOVEREIGNTY," *Temple Law Review*, 3 juillet 2023, <https://www.templelawreview.org/essay/transnational-repression-and-the-different-faces-of-sovereignty/>.

Les organisations de défense des droits numériques pourraient donc tirer profit d'une réflexion sur la place qu'occupent actuellement les enjeux qu'elles traitent sur ce spectre, et sur l'endroit où leur agenda pourrait les amener à se positionner dans la décennie à venir. Ce processus d'introspection peut ensuite servir de base à une révision stratégique, afin d'orienter les changements nécessaires en matière de mission, de partenariats à établir, de profils à recruter et d'ancrage géographique autant d'éléments susceptibles de garantir la pertinence et l'efficacité de l'organisation dans les années à venir..

- **Spécialisation Convergence**
- **Global Régional Local**
- **Portée Portée**

VI. CONCLUSION



Alors que nous naviguons dans un paysage des droits en constante évolution dans le Sud global, il devient évident que des changements majeurs se profilent à l'horizon pour les organisations à but non lucratif opérant dans ce secteur. Les tendances en matière de gouvernance mondiale, de géopolitique et de réalités politiques locales mises en lumière dans cette note soulignent l'urgence d'une collaboration renforcée, d'une coordination stratégique et d'une action en réseau.

L'émergence de nouveaux blocs commerciaux, les défis liés à la dette publique et la fragilité croissante des politiques locales dans un contexte de rareté exigent une réponse unie de la part des organisations œuvrant à l'échelle mondiale. Il s'agit de soutenir la résilience des partenaires locaux sous pression, de garantir un environnement propice au débat public et de mobiliser les ressources nécessaires pour assurer leur capacité d'action.

En regardant vers l'avenir, les tendances technologiques évoquées dans cette note dessinent des trajectoires divergentes. La consolidation croissante à tous les niveaux de l'infrastructure d'internet met en évidence le pouvoir accru de quelques entreprises multinationales dominantes — un phénomène qui ne fera que s'intensifier avec l'essor et la dépendance vis-à-vis des technologies gourmandes en données, telles que l'intelligence artificielle générative. Parallèlement, les mesures antitrust prises dans les pays centraux pourraient ouvrir la voie à une nouvelle vague d'innovation, offrant aux entreprises du Sud global une opportunité d'accéder à des marchés mondiaux. La tendance à la localisation des données, quant à elle, semble nourrie par une méfiance croissante à l'égard de la gestion des données par des pays tiers, et annonce une transition vers des internets plus locaux ou régionaux, donnant potentiellement aux autorités locales un plus grand contrôle sur les flux d'information. Cet élément pourrait transformer les dynamiques dans lesquelles opèrent les organisations locales, les poussant à développer des réseaux plus larges ou une présence plus étendue afin de capter ces évolutions et adapter leurs stratégies opérationnelles en conséquence.

Enfin, le champ de l'activisme sera confronté à un double enjeu: le défi et l'opportunité que représente la convergence des causes, à mesure que les organisations de défense des droits humains intègrent de plus en plus les enjeux numériques dans leurs agendas. Cette évolution pourrait engendrer des tensions financières, mais elle souligne également l'importance de la résilience numérique pour l'ensemble des acteurs engagés, et crée les conditions propices à des partenariats durables en faveur de la protection et du renforcement du travail des activistes, partout dans le monde.

Au regard de ces éléments, l'approche en réseau apparaît comme une nécessité stratégique pour les organisations de défense des droits numériques dans le Sud global. De tels réseaux peuvent devenir des catalyseurs d'actions coordonnées, permettant à ces organisations de répondre collectivement aux défis posés par l'évolution du contexte et de contribuer à la construction d'un espace numérique plus inclusif, résilient et respectueux des droits. Espérons que cette note y contribue.



digitalresilience.network